

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 253
du 16 novembre 1987

EL SALVADOR
Les prochains mois
seront décisifs

KRACH
Horizon
1929 ?

UNION SOVIETIQUE
Le mouvement social
indépendant



SUEDE
Renforcement
de l'opposition
syndicale

12FF. 4FS. 85 FB.



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 253 DU 16 NOVEMBRE 1987

- 3 URSS
Déclaration du Secrétariat Unifié
- 5 Le mouvement social indépendant.
Alexandre SEVERYOUKHINE
- 8 Groupes parallèles de jeunes :
Il est temps d'en parler franchement !
Nouvelles de Moscou
- 10 Plate-forme de la Fédération des
clubs socialistes.
Document
- 11 MEXIQUE
Une victoire ouvrière.
José Luis H. AYALA
- 12 "Seule la lutte pourra garantir notre
niveau de vie".
Interview
- 13 EL SALVADOR
Les prochains mois seront décisifs.
Arnold BERTHU
- 17 Les syndicats jaunes
Washington Monthly
- 18 ECONOMIE
Vers une nouvelle récession
Ernest MANDEL
- 23 SUEDE
L'opposition syndicale se renforce.
Interview
- 25 Falun : une réunion combative.
Gerry FOLEY

**EN
BREF...**



- 26 ETATS-UNIS : Manifestation contre
la discrimination. SENEGAL : L'opposition
dénonce le code électoral.
MARTINIQUE : Une grève utile, mais...
ETATS-UNIS : Droits constitutionnels.
NAMIBIE : Grève des mineurs.
- 28 INTERNATIONAL
Campagne pour la réhabilitation...Suite.



ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.
Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF.
Tous les autres pays
(par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

Le discours de Mikhaïl Gorbatchev sur l'Histoire : une nouvelle entreprise de mystification

- déclaration du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale -

LE DISCOURS PRONONCE le 2 novembre 1987 par Mikhaïl Gorbatchev, à l'occasion du 70e anniversaire de la révolution d'Octobre contient de graves accusations à l'égard de Léon Trotsky, président du soviet de Petrograd au moment de cette révolution, président du Comité militaire révolutionnaire de ce soviet, chargé de l'organisation technique de l'insurrection d'Octobre, fondateur et dirigeant de l'Armée rouge, membre éminent de la direction du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et du Conseil des commissaires du peuple pendant de nombreuses années.

Nous ne contestons évidemment à personne le droit de formuler un jugement extrêmement critique à l'égard des conceptions théoriques, des opinions

politiques et des comportements organisationnels de Léon Trotsky aux étapes successives de sa vie. Le débat, à cet égard, se déroule devant l'Histoire. C'est elle qui jugera. Personne - pas même Staline avec toute sa répression sanglante - n'a pu l'empêcher.

Le jugement formulé par Gorbatchev sur Léon Trotsky relève cependant des procédés bien connus (citations tronquées, contre-vérités et accusations assénées sans l'ombre d'une preuve, etc.) de l'école de falsification historique fondée par Staline.

Ces procédés deviennent manifestes dès que les affirmations sont confrontées avec les documents afférents.

Gorbatchev dit : *"Trotsky manifesta des prétentions exagérées au leadership dans le parti, confirmant pleinement ce*

que Lénine pensait de lui, le jugeant comme un politicien excessivement sûr de lui, toujours louvoyant et sans scrupules".

Il y a là une référence évidente, bien que non explicite et pour cause, aux lettres de Lénine au XIIe congrès du PC(b)URSS, considérées comme étant le Testament du fondateur du bolchévisme. C'est à ce même document que Gorbatchev se réfère dans son jugement sur Boukharine.

Or, le Testament de Lénine (1), s'il reproche

effectivement à Trotsky un excès d'assurance et un intérêt exagéré pour les questions administratives, ne contient aucun des autres jugements évoqués par Gorbatchev. Si un membre de la direction du Parti a pu être accusé par Lénine d'avoir des *"prétentions exagérées au leadership"* et de *"manque de scrupules"*, c'est bien Joseph Staline que le Testament propose d'ailleurs au Congrès de démettre de son poste de Secrétaire général.

Non seulement, Gorbatchev occulte-t-il cette vérité incontestable - lui qui considère, et c'est tout dire, que le léninisme a triomphé dans le Parti, sous la direction de Staline - mais il passe sous silence le jugement principal du Testament sur Trotsky (*"l'homme le plus capable du Comité central"*) et rend totalement incompréhensibles les propositions faites par Lénine à Trotsky de combat politique commun au Xe Congrès des soviets et au XIIe Congrès, telles qu'exprimées dans ses dernières lettres (2).

Gorbatchev ajoute : *"Le trotskysme est un courant politique dont les idéologues, sous le couvert d'une phraséologie pseudo-révolutionnaire de gauche, occupaient au fond, une position capitularde"*.

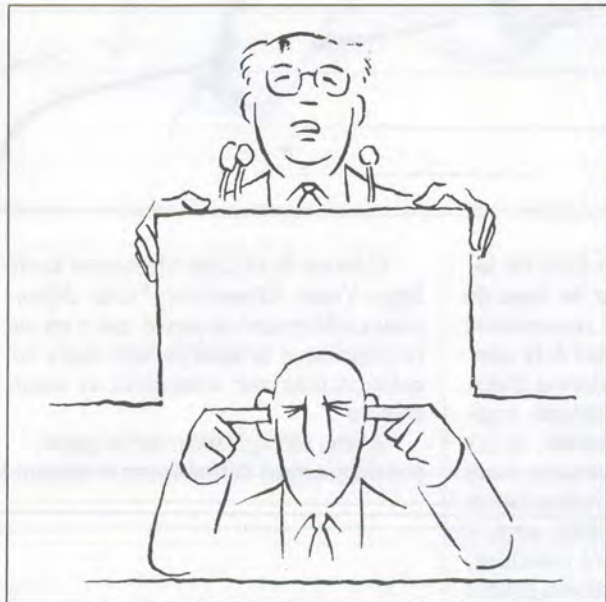
L'anathème est lancé, sans le moindre exemple de position *"capitularde"* de Trotsky et des trotskystes. La raison en est bien simple : il n'en existe pas. Etait-ce *"capitulard"* de proposer dès 1923 un cours nouveau de démocratisation du parti et de l'Etat, en des termes dans lesquels Gorbatchev lui-même semble puiser dans sa campagne actuelle de *"démocratisation"* et de *glasnost* en URSS ?

Etait-ce *"capitulard"* de proposer, dès 1923 un cours d'industrialisation progressive de l'Union soviétique, qui aurait permis d'étendre sur dix ans l'effort *"d'accumulation socialiste"* que le pays a dû effectuer de manière précipitée et sanglante (la collectivisation forcée) entre 1928 et 1933, au prix d'immenses sacrifices infligés à la population et de terribles tensions sociales et politiques ?

Etait-ce *"capitulard"* de sonner, dès 1930 le tocsin face au danger mortel que représentait la montée du nazisme en Allemagne, à la fois pour la classe ouvrière allemande, pour l'URSS et pour le prolétariat mondial ; d'appeler inlassablement le PC allemand, l'Internationale communiste et les travailleurs à empêcher Hitler de prendre le pouvoir

1) Œuvres complètes, Editions de Moscou, Tome 36.

2) Œuvres complètes, Editions de Moscou, Tome 45, pages 621-628.



par une politique correcte de front unique ouvrier au sommet et à la base, entre le Parti communiste allemand (KPD), le Parti social-démocrate allemand (SPD) et les syndicats ?

Était-ce "capituler" de dénoncer les terribles conséquences des purges de 1937 pour la capacité d'action de l'Armée rouge et de mettre en garde contre la confiance criminelle de Staline dans le Pacte de non-agression signé en 1939 avec l'Allemagne hitlérienne, qui explique l'impréparation politique et militaire de l'URSS lors de son invasion par la Wehrmacht, le 22 juin 1941 ?

Gorbatchev conclut : *"il était indispensable que le trotskysme soit démasqué aux yeux de tout le peuple, que sa nature anti-socialiste soit mise à nu"*.

Encore l'anathème, sans être en mesure de citer une seule thèse ou un seul acte "anti-socialiste" de Léon Trotsky. Et pour cause : celui-ci est resté, jusqu'au dernier jour de sa vie, envers et contre tout, fidèle à ses convictions marxistes révolutionnaires, communistes, comme envers et contre tout, il a maintenu sa position de défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme.

Au sujet de la répression stalinienne, Gorbatchev affirme : *"Nous nous heurtons à des tentatives d'éluder les questions douloureuses de notre histoire, de les passer sous silence, de faire semblant que rien d'extraordinaire ne s'est passé. Nous ne pouvons pas l'admettre. Ce serait mépriser la vérité historique, manquer de respect à la mémoire des victimes innocentes de l'arbitraire et de l'illégalité"*

Or, tout en jetant l'anathème sur les positions politiques de Léon Trotsky, le Secrétaire général garde le silence sur les accusations calomniatrices inventées de toutes pièces qui ont été déversées pendant trente ans, en URSS et ailleurs, contre le fondateur de l'Armée rouge, ses partisans et ses alliés, accusations dont des échos résonnent encore aujourd'hui en URSS : qu'il aurait été un agent de Hitler et du Mikado ; qu'il aurait rencontré Rudolf Hess ; qu'il aurait comploté avec des puissances étrangères pour le démembrement territorial de l'URSS. Trotsky aurait intrigué et organisé des attentats terroristes contre des dirigeants du parti et de l'Etat soviétiques, etc. Ces calomnies les tribunaux soviétiques, notamment ceux des trois infâmes "procès de Moscou" (1936-1938), les ont jugées "prouvées". Chacun sait maintenant ce que valaient ces "preuves". Par contre, ce qui est bel et bien prouvé c'est que l'assassinat de Léon Trotsky, le 20 août 1940 à Mexico a été perpétré par un agent du Guépéou. Les accusations des

"procès de Moscou" étaient un tissu de mensonges et l'assassinat de Léon Trotsky un crime immonde : telle est la seule et unique "vérité historique".

Gorbatchev a annoncé dans son discours, la constitution d'une commission *"pour examiner sous tous les aspects, les faits et les documents nouveaux et déjà connus sur cette question"* la question de la répression stalinienne. Mais pourquoi faut-il une "commission" pour la recherche de "la vérité historique" ?

L'ensemble du peuple soviétique n'a-t-il pas le droit d'avoir accès aux mêmes

échelle des œuvres et travaux des dirigeants du parti bolchévique tels que Trotsky, Boukharine, Préobrajensky, etc. ! Qu'ils permettent le libre accès des citoyens de l'URSS aux archives de leur propre histoire ! Qu'ils aient le courage d'accepter que se tienne un débat public, en URSS, entre historiens de la révolution d'Octobre et de l'Etat soviétique du monde entier ! Qu'ils portent à la connaissance de tous leurs concitoyens le rapport de Krouchtchev au XXe congrès de leur parti, rapport demeuré "secret" à ce jour en URSS.



documents ? N'a-t-il pas le droit de juger sur pièces, et non sur la base de "vérités" révélées par une commission officielle ? N'a-t-il pas droit à la connaissance de tous les documents historiques qui étaient les différents jugements sur Trotsky, sur Staline, et les autres dirigeants du parti pendant toute la période concernée ? Si Gorbatchev et la direction du PC de l'URSS, sont si sûrs de la justesse de leurs positions, qu'ils permettent la publication à grande

Comme le déclare l'historien soviétique Youri Afanassiev, *"nous dépendons entièrement du passé, car c'est sur ce passé que se sont formés notre société, toutes ses structures et nous-mêmes"*.

Alors, sans *glasnost* sur le passé, pas de *glasnost* véritable sur le présent !

Le mouvement social indépendant

LA PREMIERE RENCONTRE des structures indépendantes existant en URSS, s'est tenue à Moscou du 20 au 23 août dernier. Le nombre des clubs et groupes divers, a connu un essor spectaculaire depuis le plénum du CC du PCUS de janvier 1987, mais il est difficile d'en connaître le chiffre exact. Cette réunion, qui rassemblait 600 personnes représentant une cinquantaine de clubs, avait l'aval des instances du parti de Moscou, et la presse soviétique - *Ogoniok*, *Les Nouvelles de Moscou*, *20 Vek i Mir* - a rendu compte de l'événement, même si c'est de façon partielle.

Ces clubs, qui ont pris la dénomination d'Association des groupes d'initiative sociales (l'Anneau), représentent une palette très large de préoccupations tout en se définissant par un triple non : non à la violence, non à une vérité unique, non au chauvinisme et au racisme.

Par ailleurs, un certain nombre de ces clubs ont décidé de fonder la Fédération socialiste des clubs, dont nous publions la plate-forme page 10.

Enfin, le 8 octobre dernier eut lieu au siège de l'agence de presse Novosti, une rencontre entre une trentaine de correspondants de presse et plusieurs dirigeants du mouvement des Clubs, tels Grigori Pelmann, président du Club d'initiatives sociales (KSI), Boris Kagarlitsky du groupe Obschchina (Communauté), Youri Samodourov du groupe Perestroïka et Gleb Pavlovski, responsable de l'agence de presse indépendante qu'a fondée la réunion d'août.

L'article ci-dessous, qui est paru dans le journal autrichien *Profill* présente la rencontre des clubs et les débats qui eurent lieu en son sein.

Alexandre SEVERYOUKHINE

TOUS LES SIGNES indiquent que le processus de changement en Union soviétique est entré dans une nouvelle phase, peut-être décisive. Après le discours de Gorbatchev au plénum du comité central du PCUS de janvier dernier, la libéralisation ne se cantonne plus au domaine des mots mais commence à être mise en pratique.

"Tout ce qui n'est pas interdit est permis"

Les décisions officielles ont créé la possibilité légale de nombreuses formes d'activités sociales auparavant considérées, sinon contre l'Etat, tout du moins "répréhensibles" et "nuisibles". Remplaçant le bon vieux "tout ce qui n'est pas autorisé est interdit", le principe opposé, c'est-à-dire "tout ce qui n'est pas interdit est permis", commence à prévaloir.

Toutefois, les proclamations libérales au sommet ne changeront rien tant qu'il n'existera pas de forces réelles dans la société pour s'emparer des nouvelles possibilités ainsi offertes. La croissance impétueuse en 1987, de toutes sortes d'associations, clubs et groupes embrassant toutes les tendances possibles et imaginables, a démontré que ces forces existaient dans le pays.

Malgré leurs nombreux appels à l'initiative démocratique des citoyens, les autorités ont montré clairement qu'elles étaient perplexes face aux nouveaux mouvements sociaux. Même les fonctionnaires appartenant à l'aile réformiste de la direction n'ont aucune expérience de tisser des contacts avec des représentants indépendants de couches sociales diverses. Dans la mesure où beaucoup des groupes qui ont surgi considèrent qu'il ne leur est pas nécessaire de se faire enregistrer et que d'autres, autant que possible, évitent le contact avec les autorités bureaucratiques, ces groupes

sont décrits par les autorités officielles comme des "associations informelles".

Quelques unes de nouvelles organisations obtiennent rapidement un statut juridique et commencent à développer des contacts avec les médias. Grâce à la "politique de *glasnost*", ils gardent une relative indépendance. D'autres demeurent dans une position semi-légale, car ils n'ont pas confiance en la tolérance officielle.

La floraison des organisations de gauche

Au départ, l'attention de la presse soviétique comme de la presse occidentale s'est fortement polarisée sur le groupe d'extrême-droite *Pamyat* (Mémoire) qui représente le chauvinisme et l'antisémitisme grand-Russes. Mais dès le printemps 1987, de nombreuses organisations de gauche se sont formées et ont commencé à susciter l'intérêt. La plus connue d'entre elles est le Club d'initiatives sociales (KSI) de Moscou, dont la formation remonte à l'automne 1986.

Les fondateurs de KSI sont les sociologues Grigori Pelmann et Boris Kagarlitsky, le journaliste Gleb Pavlovski et le philosophe Maljutin. Au départ, ce groupe avait quelques liens avec le magazine (plus ou moins) jeune, *Komsolskaya Pravda*. Plus tard, il s'est transformé en organisation indépendante dont le but, selon les mots de Kagarlitsky, est de "consolider l'aile gauche de la perestroïka".

L'activité du KSI se base sur des idées socialistes et des traditions marxistes. Sous Brejnev, Pavlovski dirigeait le *samizdat* de gauche *Poïski* et Kagarlitsky participait au groupe clandestin Jeunes socialistes. Tous deux furent emprisonnés sous Brejnev et ne retrouvèrent leur liberté que grâce aux changements politiques qui virent le jour dans le pays.

La majorité des militants et des membres du KSI, n'ont néanmoins qu'une faible, voire aucune, expérience de participation à un mouvement politique. Ils ont été poussés directement dans la vie publique par la libéralisation. Certains d'entre eux demeurent au parti, comme c'est le cas pour Maljutin. L'un des objectifs du KSI est d'essayer de faire passer la "réforme radicale" proclamée par Gorbatchev du domaine de la théorie au sommet à celui de l'activité pratique à la base.

Au sein du KSI, des séminaires et des discussions ont été organisés. Des groupes de travail sur le problème de la jeunesse et de l'autogestion, les droits de la classe ouvrière etc. ont été mis sur pied. Le matériel et les activités du club ont été publiés dans la presse écrite



comme à la radio ou à la télévision. Et des groupes de jeunes et d'étudiants de la "gauche radicale", dont le nombre s'est rapidement multiplié depuis le plénum de janvier, travaillent avec le club.

À côté du KSI, d'autres organisations importantes et de gauche ont vu le jour. Le club Perestroïka à Moscou comme à Léninegrad rassemble de nombreux lycéens et étudiants, juristes, sociologues et économistes. A la différence du KSI, le groupe Perestroïka de Moscou n'a pas un programme de travail clairement défini, et ses militants ont des opinions très variées. Tant et si bien que les membres de ce club consacrent plus de temps aux discussions internes qu'au travail pratique. Même si dans les documents du groupe Perestroïka, les principes de son activités sont définis comme socialistes, il est généralement suspecté de "libéralisme occidental" et les gens préfèrent collaborer avec le KSI, plus clairement défini idéologiquement.

Samizdat et presse officielle

À Léninegrad, à côté du groupe Perestroïka relativement faible, le Conseil pour une écologie de la culture (SEK) et le mouvement démocratique et culturel Epicentre sont apparus. Une manifestation de partisans de SEK contre la démolition du vieil Hôtel d'Angleterre, fut un sujet de débat dans les principaux journaux soviétiques. Qui plus est, Epicentre a créé son propre journal, *Merkur*, dont des centaines de copies circulaient à Léninegrad. En août 1987, *Merkur* eut droit à des commentaires favorables dans la presse officielle, événement sans précédent dans l'histoire des samizdats !

Les groupes de gauche importants ont également vu le jour à Vilna, à Kiev, Riga etc. En mai dernier, le plus radical d'entre eux est venu à Moscou pour la conférence des Clubs de correspondance sociale et politique (WZSPK). Cette organisation déclarait que son objectif était dès le départ d'avancer les revendications les plus radicales ("aucune collaboration avec les autorités", "combat pour un socialisme démocratique", "Autogestion révolutionnaire par les masses" etc.) Mais, à cause de divergences d'opinions dans ses rangs, l'organisation a été incapable d'adopter des documents consistants et de faire du travail.

Le WZSPK n'est pas le seul à souffrir de divisions internes. Un conflit aigu est également apparu entre le KSI et le groupe Perestroïka. Le KSI a connu une scission donnant naissance en mai 1987 à un groupe de gauche très modéré et basé sur un Fonds d'initiative sociale (FSI). Un mois plus tard, de nouvelles frictions apparaissaient et le KSI était de fait divisé en deux groupes, chacun des deux réclamant le nom de KSI. Malgré tout, le mouvement a poursuivi son développement. Un mois après la scission, un militant impliqué dans l'affaire déclarait avec étonnement que chacun des deux groupes était plus fort et plus important que le KSI originellement unifié.

Malgré tous ces conflits, les efforts pour travailler ensemble se poursuivent. Déjà au mois de mai, le conseil du KSI à Moscou décidait de tenir une conférence de tous les groupes progressistes existant en Union soviétique à la fin du mois d'août. Les autorités décidèrent de laisser se faire la conférence, à condition qu'elle soit "une réunion informelle pour le dia-

logue sur les initiatives sociales dans le contexte de la perestroïka". Par les luttes de factions existant dans les groupes moscovites, la préparation de cette réunion était lourde de tensions. Pourtant, le congrès s'est ouvert le 20 août, avec 250 délégués représentant 40 groupes.

Pendant les 4 jours de la réunion, de nombreux représentants affluèrent des groupes de province. A la fin des travaux du congrès, le comité d'organisation de la conférence rapportait qu'au total, 600 personnes représentant au moins une cinquantaine de groupes de toutes sortes - écologiques, démocratiques et culturels, socialistes - avaient participé à la réunion.

Unification de la gauche

Les premiers jours de la conférence furent empoisonnés par d'âpres discussions entre les délégations des groupes Perestroïka et le comité d'organisation composé par des représentants des deux fractions du KSI. Les premiers soutenaient qu'il fallait aller vers la formation d'une large union des clubs et groupes sans aucune délimitation idéologique et sans programme clairement défini. A l'inverse, le KSI présentait un projet de construction d'une Fédération socialiste des clubs.

Les discussions furent également très vives sur l'ordre du jour lui-même. Les propositions de compromis furent impuissantes à éclaircir la situation. Au même moment, les clubs politiques marxistes entraient dans une violente polémique avec quelques uns des participants à la conférence, les membres du

groupe libéral et pacifiste *Doverie* (Confiance) et le Séminaire démocratie et humanisme, composé d'anciens dissidents.

Les représentants des autorités intervinrent de manière retentissante quand les dissidents prirent la parole et quand des revendications radicales furent mises en avant par les groupes socialistes et marxistes (abolition de la pré-censure, érection d'un monument aux victimes du stalinisme à Moscou, réhabilitation de ceux qui furent persécutés sous Brejnev, punition des hauts fonctionnaires du parti responsables du déclin de l'économie ou convaincus de corruption etc.). Dans les couloirs, des rumeurs circulaient sur une possible interdiction du congrès...

Dans ces conditions, les groupes commencèrent à s'unifier. Les deux fractions du KSI et le groupe Perestroïka se mirent ensemble et, selon un participant à la conférence, "fonctionnèrent comme un commandement bien coordonné". Rapidement, on parvenait à un accord entre le KSI et le groupe Perestroïka impliquant la création simultanée de deux organisations, l'Association des groupes d'initiative sociale au recrutement très large et au programme démocratique général, et la Fédération des clubs socialistes.

Lutter contre le fascisme et le stalinisme

Quelques membres de la délégation de Perestroïka hésitaient et annoncèrent que de telles décisions avaient un caractère prématuré et trop radical. Au cours de la conférence, toutefois, les rapports de force se modifièrent. Les groupes jeunes radicaux (Obschchina, Jeunes communistes internationalistes, la Brigade Che Guevara etc.) trouvèrent un langage commun. Ce sont eux et les clubs de jeunes non représentés au Conseil du KSI qui déterminèrent l'atmosphère psychologique du congrès à sa dernière étape. Ils n'avaient aucunement l'intention de répartir les mains vides mais bien avec des décisions concrètes. Sans cette détermination et cette pression, le congrès n'aurait pas été un succès.

Les événements de ces quatre jours de réunion étaient sensationnels, même pour beaucoup des participants à la discussion. Dans la déclaration des clubs socialistes, qui fut lue par Boris Kagarlitsky le 23 août, l'indépendance du mouvement est proclamée, tout comme son droit à "s'exprimer de façon indépendante et de défendre leurs intérêts sans passer par quelque intermédiaire que ce soit".

Nous reconnaissons - poursuit la déclaration - le rôle constitutionnel du PCUS dans notre société. Mais le parti ne se présente pas comme un tout homogène. Dans ses rangs se trouvent aus-

si ceux qui portent une responsabilité directe pour les abus et les erreurs des années passées, ceux qui ont rempli les rangs de la bureaucratie, formant cette masse de fonctionnaires qui s'auto-suffisent et sont coupés des besoins et des espoirs de leur peuple. Nous nous efforcerons de soutenir les dirigeants et les simples membres du parti qui représentent des forces saines et progressistes."

Les clubs socialistes déclaraient leur ferme intention de combattre le conservatisme bureaucratique, les groupes fascistes tels *Pamyat* et toutes les formes d'extrémisme "qu'il vienne d'en haut ou d'en bas", de même que le "racisme et le chauvinisme, le fascisme et le stalinisme" qui existent dans certaines couches sociales et représentent une menace directe contre le mouvement social.

Les nécessaires garanties sociales

La déclaration appelle à une modification du système électoral, un élargissement de la fonction et de l'autorité des soviets dans tous les domaines, pour garantir aux clubs le droit de proposer leurs propres candidats aux élections des soviets, sans aucune restriction, tout comme le libre accès aux médias.

Une série de participants mettaient également l'accent sur la nécessité d'élargir les garanties sociales simultanément au développement du marché afin de compenser de façon effective et démocratique la redistribution des richesses qui s'opérera par l'extension du marché. De plus, la déclaration parle de véritable autogestion des collectifs ouvriers comme garantie du succès de la réforme, et de la nécessité de mener le combat contre les tentatives bureaucratiques de manipuler les organismes autogérés.

La déclaration proclame le principe de la liberté d'information, demande l'abolition de la pré-censure et la liquidation des "enfes" (fonds spéciaux) dans les bibliothèques et les archives, et appelle à la création de maisons d'édition indépendantes en coopérative, et demande la liberté de manifestation. Sur l'insistance des groupes jeunes radicaux, un point a été inclus dans la déclaration proclamant la solidarité avec les forces révolutionnaires et de gauche dans les pays capitalistes comme dans les pays du Tiers-monde.

La formation d'une agence de presse indépendante

La déclaration a été signée par 16 groupes, dont KSI, Perestroïka, Obschchina et la section moscovite du WZSPK. Dans le même temps, sur la base du centre de presse de la conférence, Gleb Pav-

lovski a annoncé la formation d'une agence de presse. Un groupe de travail spécial a également été formé devant prendre en charge l'organisation d'une campagne pour élever un monument aux victimes de la répression. Une telle idée avait déjà été formulée au lors du 27e congrès du PCUS, mais la direction du parti avait réussi à la rejeter.

De plus, un groupe de travail sur la question de l'extrémisme (RGE) a été créé. Sa fonction est de coordonner les efforts des clubs luttant contre les nationalistes de *Pamyat* et le "fascisme et le stalinisme". La création d'un tel centre anti-fasciste a engendré une sérieuse inquiétude dans l'extrême-droite. Quelques jours à peine après la fin de la conférence, des inconnus s'introduisaient dans l'appartement d'un membre actif du RGE, N. Lvov, et volaient tous les documents sur les dirigeants de *Pamyat*. Un autre militant fut menacé de "règlements de comptes". Mais de tels événements ne peuvent changer le cours des choses. Des douzaines de groupes progressistes ont pris contact lors de la conférence, affirmant des principes communs et commençant à travailler ensemble sur différentes questions.

La fin de l'isolement

On peut dire que le mouvement a appris à se connaître. Ses militants ne se sentent plus isolés et écrasés. Beaucoup de questions qui au début de la conférence soulevèrent de violentes polémiques et même des scissions, ont été résolues par des décisions constructives. Bien sûr, des différences entre l'aile droite et l'aile gauche du mouvement - entre les partisans d'une "pression révolutionnaire" sur la bureaucratie et des groupes plus prudents - demeurent. Mais il est clair que de telles différences d'opinion ne doivent pas être un obstacle au travail en commun.

Même si un grand nombre de journalistes assistèrent aux travaux de la conférence, les médias ont maintenu un silence virtuel (à la seule exception de la station de radio *Mayak*, qui fit un court rapport du congrès quelques jours après la fin de ce dernier). Il était très clair que les directeurs de la presse officielle attendaient une réaction d'en haut.

Pendant tout ce temps, l'information sur les discussions et les décisions prises commençait à se répandre dans Moscou et bien entendu apparaissait rapidement dans les publications *samizdat*. Peu de temps après, la conférence était mentionnée dans une émission de La Voix de l'Amérique. Mais les stations des pays occidentaux n'avaient aucune information sérieuse et n'offraient rien de substantiel à leurs auditeurs. Toutefois, ils ont donné



URSS

Groupes parallèles de jeunes :

Il est temps d'en parler franchement !

un coup de pouce à la presse officielle qui dut donner l'information sur le congrès avant de se voir voler la primeur par les journalistes occidentaux.

Le 5 septembre 1987, un article relativement consistant sur la conférence apparut finalement dans *Ogoniok*, l'un des magazines les plus populaires et à plus grande diffusion du pays.

Un protagoniste réel dans la vie politique

Dans cet article, la fondation de la Fédération socialiste des clubs et la déclaration n'étaient pas mentionnées mais la couverture de l'événement était bonne. Dans le même temps, les clubs appartenant à la Fédération et l'agence de presse de Pavlovski avaient fait savoir qu'ils comptaient publier leur propre collection de matériel donnant une pleine et "inédite" version de l'activité des clubs et groupes. Pour leur part, les dirigeants de la campagne pour le monument aux victimes de la répression stalinienne ont commencé à collecter des signatures et à faire circuler plus largement leur matériel. Cette activité est à mettre à l'actif de la *glasnost*. Surmontant ses propres contradictions et faiblesses, le mouvement est devenu un protagoniste réel dans la vie politique du pays.

Le sens réel des décisions adoptées reste encore à analyser. Mais une chose est claire : pour la première fois dans l'ère Gorbatchev, il est possible de parler non seulement d'initiatives de réforme d'en haut mais aussi d'un mouvement social d'en bas. ■

Octobre 1987

EN SEPTEMBRE DERNIER, *Les Nouvelles de Moscou* publiaient cette table ronde qui réunissait autour de Guennadi Javoronkov pour les NM, Gleb Pavlovski du KSI, Nicolaïa Beliaïev, collaboratrice de l'Institut de l'Etat et du droit, et Youri Lubstev, chef du département de propagande du comité du PCUS de l'arrondissement Brejnevski (!) à Moscou. Un seul sujet à ce débat, la rencontre des "Groupes parallèles de jeunes", c'est-à-dire les Clubs, qui s'était déroulée quelques semaines auparavant... *Inprecor* a gardé le titre des NM.

- **NOUVELLES DE MOSCOU** : Jus-
qu'à un passé récent, beaucoup
liaient la notion même de grou-
pement parallèle à toutes sortes
d'excès, on imaginait des groupes
incontrôlables de jeunes qui s'oppo-
saient plus ou moins, à la société. Au-
jourd'hui, nous voyons en eux des indi-
vidus qui désirent participer réelle-
ment à tous les processus de
transformation de notre vie. D'où est
venue l'idée de cette rencontre-
dialogue ?

- **G. Pavlovski** : Tout d'abord, on se
rendait compte qu'il n'existait pas de
coordination des activités de ces grou-
pes, exprimant parfois des intérêts op-
posés. C'est cela et rien d'autre qui sus-
cite une réaction de rejet tant de la part
de la population que de la part des or-
ganes de justice. Le mot parallèle est de-
venu presque injurieux, bien qu'il si-
gnifie seulement qu'un individu ou un
groupe de jeunes s'adonnent à leurs oc-
cupations préférées en dehors d'un groupe-
ment officiel.

Alors dans les pages de l'hebdo-
madaire *Sobéssednik*, le "Club des initia-
tives sociales" s'est adressé à ses lec-
teurs en leur proposant de tenir une con-
férence. Le Comité du parti de Moscou a
aidé à résoudre toutes les questions
techniques.

La rencontre s'est déroulée de façon
orageuse. Il s'est trouvé que chaque
groupe interprète la démocratie à sa

façon : "Nous sommes les seuls à savoir
comment il faut protéger les monu-
ments"; "nous sommes les seuls à savoir
maintenir l'équilibre écologique", etc.
Quelqu'un a qualifié ces discussions de
"jardin d'enfants" de la démocratie. Mais
après tout, ce n'était qu'une première
expérience...

- **L'extrémisme est non rationnel
même en paroles. Quelle argumen-
tation juridique peut-on y opposer afin
de ne pas confondre l'ardeur et
l'intérêt avec des manifestations
inadmissibles ?**

- **N. Béliiaïeva** : Tout d'abord,
quelques mots au sujet de l'extrémisme.
Ces derniers temps, ce mot revient parti-
culièrement souvent. Un groupe l'attribue
à d'autres, sans se rendre compte de sa
propre exaltation. C'est assez dangereux.
On voit apparaître le phénomène de
"lutte extrémiste contre l'extrémisme".

- **Youri Vassiliévitch**, cette pre-
mière rencontre-dialogue peut être
considérée comme une charge de
plus pour les organes du parti, charge
qui vous est imposée par des groupe-
ments sociaux, mais on peut la conce-
voir comme une occasion d'utiliser
des aides supplémentaires pour la
perestroïka en URSS...

- **Y. Lubstev** : Cette dernière posi-
tion nous est plus proche et plus chère.

L'impression de cette rencontre n'est pas simple, loin s'en faut. Tout ce que nous avons entendu peut être divisé, conventionnellement, en deux parties. La première, ce sont des propositions constructives sur la participation des clubs à la solution des problèmes écologiques et de production. L'autre théorique, exige des discussions pour pouvoir définir des positions claires.

Pendant longtemps, nous avons fait semblant de n'avoir aucun groupement parallèle. Ils existaient et naissaient là où nous ne savions pas ou ne voulions pas travailler. Actuellement, notre arrondissement possède déjà une certaine expérience.

Une affaire concrète remet tout à sa place. Les vrais leaders deviennent leaders et les beaux-parleurs avec une auréole de marginalité se transforment en rois nus.

- Que nous le voulions ou non, la rencontre-dialogue a été l'occasion de l'apparition d'une nouvelle organisation des jeunes. Quelle sera l'attitude du Komsomol ? Fera-t-il bon voisinage avec elle ou bien cherchera-t-il des points d'interaction ?

- G. Pavlovski : Le Komsomol était au courant de cette rencontre, mais pratiquement n'a manifesté aucun intérêt. (un tonnerre d'objections). Je vous en prie, vous pouvez contester mon impression. Or, il nous est aussi difficile de coopérer avec le Komsomol qu'il nous est facile de contacter les organes du parti. Le Komsomol n'aspire pas à nous faire participer à une activité quelconque, il n'y prend pas part lui-même. Dans le meilleur des cas, il met à notre disposition un local, tandis que tout le reste ne figure que dans des comptes-rendus.

- Y. Lubtsev : Je tiens à signaler que parmi les membres des groupes parallèles, il y a de nombreux komsomols. Il serait plus logique de demander au Komsomol comment il définira ses rapports avec les jeunes.

- Ayant surmonté la tendance qui peut être formulée par les mots "ne rien permettre", nous tombons parfois dans un autre excès que je qualifierais de peur face aux jeunes. On entend déjà des voix clamer : "Qu'ils fassent ce qu'ils veulent !" C'est impossible. N'importe quelle société vit dans des cadres juridiques déterminés, aussi n'importe quel mouvement social doit-il avoir des bases, ainsi que des limitations juridiques.

- N. Bélaïéva : Nous assistons actuellement à un vrai boom juridique. No-

tre institut travaille comme une équipe de pompiers. Nous n'avons jamais déployé d'efforts aussi intenses dans la création de nouvelles normes juridiques. Vous venez de mentionner les limites juridiques, mais certaines ont été créées dans les années 50 et même 30. A présent, elles sont révisées, en particulier en ce qui concerne les associations bénévoles.

- G. Pavlovski : Il existe une magnifique règle démocratique : tout ce qui n'est pas interdit est permis. Il faut que tout le monde s'y habitue. Les récents conflits entre certains groupements de jeunes, les tentatives de résoudre les conflits d'opinions par la force et le jugement arbitraire se sont avérés être de triste leçons pour nous. Dans une grande mesure, cela s'explique par l'absence d'informations sur autrui. Cela ne doit plus se reproduire.

Un des résultats pratiques de notre rencontre : la création d'un centre de presse indépendant qui aura pour mission d'informer tout le monde sur les objectifs et les tâches de tel ou tel mouvement, et la constitution du groupe nommé "d'arbitrage", dont la mission est de régler les conflits par la voie pacifique en se basant sur la justice et la démocratie.

- La solitude est considéré comme la peste du XXe siècle, comme le SIDA. Maintenant, nous pouvons analyser le mouvement des jeunes des années 70, né en réaction à la stagnation. Des jeunes constituaient des clubs chez eux d'après leurs goûts et attachements musicaux pour se relaxer. En fuyant le néant, ils arrivaient à ce même néant, parce qu'ils n'avaient pas de perspective précise ni d'objectifs.

Le mouvement des années 80 n'est-il pas menacé par un danger analogue ?

- G. Pavlovski : La solitude est le premier symptôme de la faiblesse des relations sociales, un signe de manque de connaissance sur autrui, de confiance en autrui. Tout cela peut être surmonté au cours d'activités communes. A présent, ces activités sont insuffisantes. Or, la plupart des clubs sont aussi jeunes que la *perestroïka*, ils ont des buts et des perspectives.

Lors de la rencontre, on a avancé de nombreux projets qui ont été appréciés par tous, car ils témoignent des intérêts sociaux : créer un monument aux victimes des répressions, organiser des équipes d'assistance aux cas sociaux, adopter un programme de charité, c'est à dire de parrainage concret des gens du troisième âge et des handicapés.

- Chacun de nous ressent que la perestroïka a un besoin pressant de personnalités. Pensez-vous qu'un mouvement puisse proposer des leaders politiques et autres qui se chargeront des problèmes les plus actuels ?

- Y. Lubtsev : Tous ces groupements, et cela a retenti très fort lors de la rencontre, ont une idée commune : participer à la transformation de la société. Il est difficile de prédire qui parmi les leaders des jeunes d'aujourd'hui sera plus tard leader politique ou d'Etat.

- Je voudrais préciser quelques détails. Oui, cela dépend d'eux, mais aussi de nous-mêmes. Pendant de longues années, faisant preuve d'une constance enviable, nous avons reproché à nos jeunes que "certains, à leur âge, avaient commandé des régiments". Nous le leur reprochions sans leur donner de régiments. Les voici devant nous en qualité de "commandants de divisions". On peut, certes, craindre cet essor comme on craint un danger, mais on peut aussi le considérer comme école d'expérience sociale, d'efforts civiques actifs...

- Y. Lubtsev : Le dynamisme dont les jeunes font preuve quand ils défendent leurs idées m'a étonné et m'a plu. Ce n'est plus une "leçon apprise par cœur". Je serai franc : je n'ai pas observé un tel entrain à de nombreuses réunions du Komsomol, loin s'en faut.

De ce point de vue, nombre de ces jeunes ont des potentialités pour offrir de nouvelles conceptions et idées. Seulement, puisse cela être une école de réalisations concrètes et pas une école de médisance. C'est une école pour nous tous, car la rencontre-dialogue a montré que beaucoup d'entre nous ne sont pas capables d'avoir une nouvelle approche, de mener la discussion, de persuader, de rechercher des arguments ■

13 septembre 1987

Plate-forme de la Fédération des clubs socialistes

NOUS, ORGANISATIONS d'auto-activité émanant de la société, réunies à Moscou en août 1987, pour participer à la rencontre d'information et de dialogue "initiatives sociales dans le cadre de la perestroïka", nous déclarons :

DOCUMENT

1) LES PROCESSUS qui se déroulent dans la société en liaison avec la *perestroïka*, ont suscité l'apparition d'organisations sociales et socio-politiques indépendantes. D'après la Constitution de l'URSS, tout le pouvoir dans la société appartient au peuple, aussi les organisations sociales et socio-politiques indépendantes en tant que partie du peuple, ont le droit de s'exprimer de façon indépendante et de défendre leurs intérêts sans passer par quelque intermédiaire que ce soit.

2) Les groupes et unions signataires de cette déclaration sont partisans d'une perspective socialiste de développement de notre pays. Partisans convaincus du socialisme, nous faisons nôtre le cours proclamé en octobre 1917 visant la construction en URSS d'une société sans classe et le dépérissement de l'Etat. Nous voyons dans la formation de groupes et unions indépendants, dans l'accroissement de leur rôle dans la société une des voies de développement de l'auto-gestion sociale, entraînant l'élimination des structures administratives et bureaucratiques.

3) Dans la période actuelle notre Patrie vit une époque de changements importants. Le succès des réformes en cours dépend du niveau de soutien apporté par les masses à la *perestroïka* et du degré de leur participation. Le problème de la victoire de la *perestroïka* est une question de vie ou de mort pour le socialisme en URSS.

Nous reconnaissons le rôle constitutionnel du PCUS dans notre société, mais le parti ne se présente pas comme un tout homogène. Dans ses rangs se trouvent aussi ceux qui portent une responsabilité directe pour les abus et les erreurs des années passées, ceux qui ont rempli

les rangs de la bureaucratie, formant cette masse de fonctionnaires qui s'auto-suffisent et sont coupés des besoins et des espoirs de leur peuple.

Nous nous efforcerons de soutenir les dirigeants et les simples membres du parti qui représentent des forces saines et progressistes.

4) Tant au centre que localement, la *perestroïka* se heurte à une résistance acharnée de la part des forces qui craignent pour leurs privilèges, s'efforcent de conserver un monopole sur l'information et les décisions. Les initiatives et les actions nouvelles sont contrées par elles ou simplement ignorées.

L'union des groupes et organisations indépendants, qui se placent sur une plate-forme de soutien à la politique de développement du socialisme et de la démocratie, adoptée par le PCUS à son XXVII^e congrès, est indispensable pour une autre raison encore : au sein du mouvement informel, se forment et se développent des groupes défendant des points de vue réactionnaires : racisme et chauvinisme, fascisme et stalinisme, et adoptant des méthodes d'action extrémistes. En nous unissant, nous serons en mesure de résister à l'extrémisme au sein du mouvement indépendant et de diffuser une information sur les actions de ces groupes.

5) Sur la base des considérations exposées ci-dessus, nous, organisations signataires de ce texte, avons décidé, en conformité avec la Constitution de l'URSS qui proclame la liberté d'association, de nous regrouper dans une Fédération des clubs sociaux socialistes, dont le but principal est le soutien à la *perestroïka*. Les objectifs de la Fédération sont :

a Dans le domaine idéologique.

- élaboration de conceptions de démocratisation de notre société, ainsi qu'une réflexion sur les moyens de résoudre la contradiction dialectique entre un pouvoir administratif et l'autogestion sociale ;

- analyse du rôle et de la place des organisations sociales dans la vie politique de la société soviétique et dans le système de l'autogestion.

b Dans le domaine politique.

- obtention d'un statut juridique pour les organisations et mouvements indépendants, reconnaissance du droit à prendre des initiatives législatives, réalisation systématique de toutes les décisions du plénum de janvier du PCUS concernant la démocratisation du système électoral, obtention du droit pour les organisations sociales de présenter leurs représentants aux Soviets des députés du peuple, et cela à tous les niveaux, sans aucune limitation ou accord préalable, avec un libre accès des candidats aux moyens d'information ;

- prolongation dans le temps des sessions de travail des Soviets des députés du peuple, indispensable à un travail constructif ;

- augmentation des budgets des Soviets des députés du peuple sur une base juridique stricte leur garantissant une totale indépendance pour ce qui est de l'affectation des moyens ;

- inscription dans la loi d'une différence nette entre la notion de critique des défauts du système existant et celle d'activité dirigée contre l'Etat ;

- réalisation du premier point du programme du parti social-démocrate russe (PSD (r)) concernant le droit des citoyens d'engager, indépendamment de l'Etat, des poursuites contre les personnes exerçant des responsabilités qui auraient commis des actions illégales (et cela indépendamment des poursuites qui pourraient être engagées par l'administration) ;

c Sur le plan économique.

il s'agira :

- de collaborer à la réorientation des organes d'Etat de planification et de gestion où dominent actuellement des méthodes essentiellement administratives, vers des méthodes économiques ;

- de contribuer à l'élargissement de la sphère d'action des relations monétaires-marchandes comme mécanisme fondamental de régulation de l'activité économique du pays, cela devant être assorti de solides garanties pour ce qui est du maintien des conquêtes sociales des travailleurs (plein emploi, minimum vital, retraite assurée, etc.)

- de lutter pour les points suivants :

- réduction des dépenses affectées à l'entretien de l'appareil d'Etat ;

- transfert de l'économie sur une base autogestionnaire ;

- mise en place d'un système effectif de contrôle par en bas du système de gestion ;

- transfert des moyens sociaux de production (usines, fabriques) dans le cadre d'un bail aux collectifs des entreprises autogérées ;

- démocratisation du système de planification ;
- création des conditions permettant le libre développement de toutes les formes de propriété socialiste ;

d Dans le domaine de la vie culturelle.

- droit à l'autonomie financière des unions et groupements artistiques ;
- tolérance pour les opinions et les goûts tant sociaux qu'artistiques des représentants des différents courants, dans la mesure où leurs formes de manifestation ne sont pas en contradiction avec la Constitution de l'URSS ;
- libre accès de la population aux matériaux statistiques et aux archives, aux fonds des musées et des bibliothèques, liquidation des "enfes" (fonds spéciaux) ;
- suppression de toutes les formes de censure préalable, élargissement du réseau des éditions coopératives indépendantes ;
- suppression des entraves administratives auxquelles se heurtent les organisations indépendantes lorsqu'elles exercent leurs droits et libertés constitutionnels : liberté de parole, de presse, de manifestation et de défilé.

e Dans le domaine écologique et dans celui de l'écologie de la culture.

- mise en place de mécanismes effectifs de participation des organisations et mouvement sociaux à la lutte pour la conservation du milieu environnant, des monuments historiques et culturels ;

f Dans le domaine des relations internationales.

- soutien et solidarité avec la lutte et l'activité des mouvements démocratiques, de libération nationale et révolutionnaires dans les pays capitalistes et en voie de développement. ■

Août 1987

Mexique

une Victoire ouvrière

LES GREVES VICTORIEUSES ne courent pas les rues ces temps-ci...

Aussi, la victoire que viennent de remporter les ouvriers de l'usine Volkswagen à Puebla au Mexique après trois mois de conflit, n'en est-elle que plus remarquable.

José Luis H. AYALA

LES 10 300 SALAIRES de l'usine avait demandé 100% d'augmentation. La direction, quant à elle, exigeait une baisse des salaires de 15%. Les travailleurs ont obtenu 78% d'augmentation. En outre, le prochain réajustement salarial gouvernemental en fonction de l'inflation sera intégralement payé par la firme (la dernière s'élevait à 23%).

Enfin, la direction a retiré les menaces de licenciements et de suppression de primes. Au taux de change actuel, mais qui se modifie constamment, vue la dépréciation du peso, le salaire quotidien passe de 40 francs français à 70 francs français.

Modernisation capitaliste contre intérêts des travailleurs

Pressées par l'aiguillon de la concurrence, les entreprises capitalistes de la branche automobile se voient obligées de réduire au maximum leurs coûts de production pour augmenter leurs profits et éliminer du marché ceux avec qui ils sont en compétition. Comme il est fréquent, ils ne parviennent à le faire qu'en attaquant les droits les plus élémentaires des travailleurs. De quelle manière ? En réduisant le salaire réel, augmentant le rythme de travail, en introduisant de nouvelles machines entraînant la suppression de milliers de postes, en éliminant des prestations sociales et, comme c'est aujourd'hui de mode, en transférant une partie de leur production vers les pays semi-coloniaux comme le Mexique, pour économiser des millions de dollars en utilisant une main-d'œuvre bon marché.

Les dirigeants impérialistes de Volkswagen avaient ce type d'objectifs en tête. Mais la réponse donnée par les ouvriers de VW a évité que leur salaire et leur convention collective soient mis à mal par le patronat. Leur secret, c'est qu'ils n'ont fait confiance qu'à la force de la mobilisation et celle de leurs alliés, tout en maintenant une totale indépendance politique vis-à-vis du patronat et du gouvernement.

Faire plier le gouvernement

Effectivement, il est peu fréquent qu'un syndicat de ce type parvienne à s'attirer autant de sympathie et à mettre à genoux le gouvernement et le patronat par ses mobilisations.

Dès le départ, le syndicat de VW n'a pas assumé sa lutte comme une affaire "privée" mais comme partie prenante de la lutte de tous les travailleurs contre les attaques de leur niveau de vie. Voilà pourquoi la grève fut accompagnée d'un appel à la Table de concertation syndicale (organisme de solidarité qui rassemble près de cent organisations syndicales appartenant ou pas au Congrès du travail, lié au PRI, ndlr.) pour coordonner l'aide et les mobilisations de solidarité. C'est ainsi que furent organisés des manifestations et des meetings massifs, tant dans la ville de Puebla que dans la capitale : barrages de la route Mexico-Puebla, brigades volantes, conférences de solidarité dans diverses parties du pays, assemblées générales etc.

De même, le syndicat marquait un autre point très important, avec l'ouverture du débat public sur la question de la prétendue "incapacité de VW" d'offrir une augmentation de salaire à ses travailleurs. Une étude de l'Université autonome de Puebla devait démontrer, preuves à l'appui, que l'entreprise mentait et qu'elle était bien solvable économiquement.

Plus importante encore fut la solidarité des ouvriers allemands qui se refusèrent à jouer les "jaunes", face à la manœuvre de la transnationale qui voulait que les travailleurs allemands, en faisant des heures supplémentaires et en introduisant une équipe de plus, fabriquent une partie de ce qui est produit au Mexique. Cette magnifique démonstration de solidarité internationaliste démontre que celle-ci n'est pas une question sentimentale mais bien une nécessité vitale pour affronter un ennemi commun. ■

D'après
Bandera Socialista ;
28 septembre 1987



La solidarité des travailleurs allemands

A LA MI-AOÛT, d'importantes actions de solidarité avec les grévistes de Puebla furent déclenchées dans les usines VW en Allemagne. Dans l'usine de Kassel, les conseillers d'entreprises, revinrent sur l'accord conclu avec la direction, concernant les heures supplémentaires : celles-ci étaient maintenant considérées comme du travail de briseurs de grève à l'égard des ouvriers de Puebla. Il y eut une discussion sur la grève du Mexique à une réunion de délégués et "hommes de confiance" du syndicat. Le 18 août se déclenchait une grève de solidarité de 1 heure et demie à l'usine Salzgitter. Dans un tract distribué par le syndicat de la métallurgie IG Metall, un appel explicite à la solidarité internationale fut fait, réponse à la multiplication internationale des centres de production. Concrètement, 10% des moteurs EA-27 montés à Salzgitter sont fabriqués à Puebla. La direction de Volkswagen réagit violemment à la grève de solidarité de l'usine de Salzgitter et menaça les ouvriers de mise à pied mais elle dut retirer cette menace au vu de la riposte énergique des délégués syndicaux. L'organe de presse officiel de l'IG Metall, dans son numéro du 4 septembre 1987, précise qu'il y eut un appel à l'aide des grévistes de Puebla au conseil d'entreprise de l'usine de Wolfsburg. Walter Hiller, président du conseil central d'entreprise de toutes les usines Volkswagen de la RFA, affirma que sur cette base, une intervention eut lieu en faveur des grévistes auprès de la direction de VW. Le rapport publié par Metall, cachait les actions de solidarité de la base et essayait de minimiser l'affaire. Deux dirigeants du syndicat indépendant de Volkswagen du Mexique, proposèrent de faire une tournée dans les usines VW allemandes. La direction de l'IG Metall en informa les délégués d'entreprises mais attira leur attention sur le fait que ce syndicat n'était pas affilié à la Confédération des syndicats libres (CISL), sans même mentionner que ce syndicat organise à 100% les travailleurs de l'usine de Puebla. Mais malgré toutes ces tergiversations et manœuvres, la solidarité suivit son cours et son rôle fut crucial pour la victoire des travailleurs mexicains. ■

Septembre 1987

Mexique

"Seule la lutte pourra garantir notre niveau de vie"

PENDANT LE CONFLIT, des militants du Parti socialiste unifié (VSP) allemand qui étaient au Mexique sont allés à Puebla rencontrer les ouvriers de Volkswagen qui occupaient l'usine. Ils les ont interviewés pour SOZ, l'organe du VSP

- SOZ : Où en est le conflit aujourd'hui ?

Aujourd'hui, comme depuis le début du conflit, le 1er juillet, nous luttons pour défendre nos droits, tels qu'ils sont définis dans la législation mexicaine du travail et dans la Constitution.

Concrètement, cela signifie le droit à la négociation des salaires, puisque l'accord salarial en vigueur a pris fin le 30 juin. La direction de l'entreprise veut faire porter les négociations sur les "conflits économiques" et pas sur des augmentations de salaires garanties par contrat. Cela fait partie de la stratégie du patronat qui veut affaiblir le syndicat et, dans la foulée, faire passer son plan de licenciements. Au total, elle veut licencier 723 salariés.

- La direction de l'entreprise a expliqué dans de nombreux encarts publicitaires dans les journaux comme aux autorités, que ses usines de Puebla étaient dans une situation économique et financière difficile.

Bien sûr qu'il y a des problèmes économiques ! Ils ne sont pas particuliers au Mexique, mais concernent le monde entier. Mais même s'il y a de sérieux reculs sur le marché intérieur mexicain, Volkswagen au Mexique pourrait au moins maintenir, voire développer, son secteur d'exportation.

A notre avis, les problèmes actuels concernant le marché mexicain ne justifient absolument pas les attaques organisées contre nos conventions collectives et nos salaires.

Les "conflits économiques" sont un prétexte. C'est flagrant quand on voit que les usines s'agrandissent ici. Là, derrière, on construit un nouvel hangar où des machines neuves doivent être installées, qui intègrent les tout derniers progrès technologiques, provenant principalement de l'usine VW à Charleston aux Etats-Unis.

(Deux milliards de pesos soit 1,4 millions de dollars ont été dépensés par VW pour transférer la production des voitures Golf des Etats-Unis à Puebla, ndlr)

Où est-elle cette fameuse crise si l'on peut engager des investissements aussi gigantesques ? Où est-elle quand la direction de VW, juste avant les élections au poste de gouverneur, offre 75 voitures aux autorités et se répand en cadeaux généreux à l'adresse du gouvernement ? Les autorités se rangent sans hésitation aux côtés de la direction de VW. Elles aussi veulent détruire notre syndicat indépendant.

- Quelle est la part de la production des usines de Puebla destinée à l'exportation ?

Nous n'avons pas encore pu obtenir les derniers chiffres de la direction, mais nous savons qu'actuellement l'essentiel de la production concerne l'exportation. Mais peu importe, nous insistons encore une fois : nous refusons de prendre en compte "les problèmes économiques" mis en avant par la direction. Notre combat concerne la hausse nécessaire des salaires, face à l'inflation, à la hausse des prix actuelle et à la crise générale qui touche le Mexique. Sans doute savez-vous que le gouvernement vient d'augmenter à nouveau le prix de l'essence de 28%. Nous les travailleurs, nous ne pourrions préserver et garantir notre niveau de vie qu'en luttant.

- Qu'avez-vous fait pour faire contrepoids à la démagogie et aux attaques massives de la direction de VW relayées par les media, avec notamment ces pages entières de publicité dans les journaux ? Quelles sont les possibilités de faire connaître vos positions, la justesse de vos revendications ?

L'intérêt porté par les media à notre grève est récent. Des journalistes ne se contentent pas de participer aux conférences de presse et aux forums de notre grève, ils font aussi des articles qui rendent compte, dans une certaine mesure, de la réalité. En particulier sur notre revendication d'une augmentation de 100% des salaires. Cette revendication est négociable, elle n'est pas à prendre ou à laisser, comme veut le faire croire la direction.

Nous essayons de faire connaître nos revendications et nos positions par la diffusion de tracts, des pintadas (peinture de

mot-d'ordre sur les murs, ndlr), des manifestations, en nous rendant dans d'autres usines, d'autres syndicats etc.

- *Au Mexique, contrairement à l'Allemagne, il n'y a pas de caisse de grève. Comment arrivez-vous à soutenir une grève qui dure depuis déjà plusieurs semaines ?*

Il était clair dès le début qu'on en viendrait à la grève quand la direction a décidé, dès le mois de mai, de déposer un recours devant les autorités, pour obtenir le règlement d'un "conflit économique".

Dans les ateliers, les réunions de service, dans les discussions individuelles ou collectives, nous avons essayé de faire comprendre à nos camarades ce que signifiait cette initiative de la direction et nous les avons encouragés à se préparer à la grève, en mettant de côté le plus d'argent possible.

Le fait que nous ayons pu soutenir une grève jusqu'à maintenant et que nous soyons prêts à la poursuivre, montre que les travailleurs de VW et leurs familles voient clairement de quoi il retourne, quelles conséquences auraient une défaite ou une victoire non seulement pour nous, mais aussi pour l'ensemble de la classe ouvrière mexicaine.

- *Quel type de soutien avez-vous recueilli jusqu'à présent, et de la part de qui ?*

Nous avons été soutenus par d'autres syndicats et par la population de Puebla, aussi bien moralement que matériellement. Certains syndicats ont décidé pendant la durée de la grève de nous apporter une certaine somme d'argent, comme nous le faisons nous-mêmes quand d'autres usines sont en grève. Nous recevons des dons provenant des paysans de la région de Puebla, des dons en nature, du maïs, des haricots etc. Nous avons le soutien moral particulièrement fort de la part d'organisations syndicales et politiques nationales, d'étudiants, de paysans, de vendeurs de rue, qui ont pris part, sous une forme ou une autre aux actions que nous avons organisées.

- *Et la solidarité internationale ?*

Nous avons reçu des télégrammes de solidarité de la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil, d'Espagne, de Belgique. Nous avons envoyé une brève information sur les raisons de notre grève aux syndicats des pays où VW a son siège social ou des usines.

Le conflit va se durcir, si VW continue à se montrer aussi intransigeant et s'en tient à ses exigences inacceptables. Si c'est nécessaire, nous transformerons ce conflit sur les salaires en un conflit social avec toutes ses conséquences. Nous partirons de Puebla et nous étendrons la lutte à l'ensemble du pays avec l'appui de toutes les organisations qui se sont déclarées solidaires. ■

EL SALVADOR

Les prochains mois seront décisifs

LE 29 OCTOBRE DERNIER, le commandement général du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) annonçait sa décision de boycotter les réunions qui devaient se tenir avec Duarte les 30 octobre et 4 novembre, dans la ville de Mexico. Il entendait ainsi protester contre l'assassinat par des groupes para-militaires, trois jours auparavant, du président de la Commission des droits de l'Homme au Salvador (non gouvernementale), Herbert Anaya Sanabria, dont des milliers de personnes ont suivi le cercueil dans la capitale, San Salvador, le 30 octobre.

Déjà contraint d'engager le dialogue avec les révolutionnaires alors qu'il s'y était refusé dans un premier temps, la mort de Anaya Sanabria place Duarte dans une position encore plus inconfortable et il s'est hâté de déclarer que l'amnistie qu'il entend promulguer ne pourrait bénéficier aux auteurs de ce crime.

Pour leur part, les dirigeants du FDR, Guillermo Ungo et Ruben Zamora ont affirmé qu'ils n'excluaient pas une tournée au Salvador en novembre, afin de mettre à l'épreuve la réalité de l'application des accords d'Esquipulas.

Notre collaborateur, Arnold Berthu, revenu de ce pays voici peu, analyse pour *Inprecor* la situation actuelle.

Arnold BERTHU

A INSI, A L'HEURE du contact de paix d'Esquipulas, le peuple salvadorien n'a pas vu loin de là, la répression diminuer. De septembre 1986 à juin 1987, 127 syndicalistes et membres de coopératives ont été capturés, blessés ou assassinés. Si pour cette même période, on ajoute aux syndicalistes, toutes les personnes n'appartenant pas à la guérilla et assassinées par l'armée, on atteint le chiffre de plusieurs centaines. La presse salvadorienne a révélé que durant les sept premiers mois de l'année, 58 personnes ont été victimes "d'actes d'indiscipline" de membres de l'armée.... 33 en sont mortes. Enfin, Les entreprises en grève sont militarisées et l'armée a recommencé à tirer contre les manifestants.

La répression pour seule réponse

En fait, la répression est la seule réponse que puisse fournir le régime de Duarte qui est dans une impasse politique totale. Ses promesses électorales n'ont pas été tenues. Le président déclarait vouloir réaliser au moment de son élection en 1984 une "révolution démocratique et pacifique", rétablir l'égalité sociale. Par exemple, il promettait

d'approfondir la réforme agraire de 1979 en donnant plus de terre aux paysans et en diminuant le poids de leur dette. Il n'en a rien été et la Confédération de l'association des coopératives salvadoriennes (COACES) qui l'avait soutenu en 1984 a rejoint la gauche syndicale organisée dans l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS).

La réapparition des "escadrons de la mort"

Duarte promettait aussi le respect des droits des travailleurs, mais la liberté syndicale et le droit de grève n'ont toujours pas été rétablis dans le pays. Enfin, conséquence de la crise économique, le niveau de vie des couches populaires a baissé considérablement.

Sans en revenir à la répression massive des années 1980-1983 - rappelons que la guerre a fait en huit ans 60 000 morts ! - le régime a de plus en plus recouru à la répression sélective et les "escadrons de la mort" de sinistre mémoire, ont fait leur réapparition. Mais malgré les coups très durs qu'elle a portés au mouvement de masse, cette répression n'a pu endiguer la progression et l'unification des organisations populaires. Voilà peu, Julio Portillo, dirigeant de l'UNTS nous déclarait : "J'ai été blessé trois fois depuis 1979 ; je ne loge

jamais au même endroit mais, dans la journée, tout le monde sait où me trouver car nous agissons au grand jour ; je connais les risques encourus, comme tous mes camarades... Mais rien ne nous fera renoncer". Et ils sont effectivement des milliers ceux et celles qui jouent à un degré ou à un autre un rôle dans l'organisation des masses.

Des villes en effervescence

Le rythme des grèves qu'on enregistre depuis 1984, s'est accéléré ces derniers mois. Ces luttes concernent tant les travailleurs de la santé (qui ont fait 4 mois de grève), les enseignants, les télécommunications, la distribution d'eau, certains ministères comme celui de l'Intérieur, que les ouvriers de l'industrie. Généralement, ces grèves qui portent sur l'amélioration de la protection sociale, sur les salaires, ne se concluent pas par une victoire des travailleurs : le patronat et le gouvernement gardent une position intransigeante et recourent aux licenciements des "meneurs", à l'emprisonnement, voire à l'assassinat pur et simple. Néanmoins, la vague de grève se poursuit et ce, pour trois raisons. Tout d'abord, la crise économique aiguë, ensuite, la dynamique enclenchée par l'unification syndicale au travers de l'UNTS, enfin, l'existence du FMLN et son activité croissante.

Les villes en sont en ébullition. Cela se traduit par le rythme soutenu auquel grèves et manifestations se succèdent, mais aussi par le fait que les murs sont littéralement couverts de slogans anti-américains, contre Duarte, pour le FMLN etc. Autre fait significatif, l'ouverture publique de locaux d'organisations de masse liées à l'UNTS. De ce point de vue, nous sommes loin de 1984 époque où la seule organisation de gauche à disposer d'un local était le syndicat des enseignants (ANDES). Fait nouveau, également, le succès remporté dans la capitale par l'arrêt des transports décrété en juin par le FMLN.

En effet, depuis 1984, le FMLN organise environ six fois par an, un arrêt des transports. Il ne s'agit pas d'une grève en tant que telle mais plutôt d'une cessation du trafic pendant 24 heures (ou plus) obtenue par le FMLN sous la menace de représailles à l'égard des sociétés de transport par autobus ou par camion. Jusqu'à juin 1987, l'arrêt des transports concernait le trafic rural et interurbain (y compris les chemins de fer dont deux tiers des locomotives ont été détruites par le FMLN). En juin 1987, 80% du trafic de la capitale a été stoppé pendant 24 heures. Ce succès fait figure de symbole et montre bien les limites de la ca-

pacité de contrôle de Duarte et de l'armée. Il est également un bon indicateur de la popularité du FMLN. Il symbolise parfaitement la dualité de pouvoir politique et militaire qui existe aujourd'hui au Salvador.

Julio Portillo déclarait en août dernier : *"La création de l'UNTS en février 1986 était le résultat d'un effort tenace de rassemblement des organisations syndicales à tradition de gauche ou, pour employer d'autres termes, des organisations indépendantes du gouvernement d'une part, et d'une majorité des organisations populaires qui ont soutenu Duarte en 1984 (L'Union populaire démocratique et (UPD, COACES et l'Association nationale des Indigènes salvadoriens -ANIS- ndlr). Sous la pression du gouvernement, de la CIA et de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (AIFLD) - voir page 7 - la direction de l'UPD a quitté l'UNTS en novembre 1986. Mais la base est restée avec nous. De plus, l'essentiel du secteur coopératif et l'organisation des indigènes est également resté.*

"Ne pas forcer les rythmes"

En avril dernier, la Confédération des travailleurs salvadoriens (CTS, d'obédience social-chrétienne, ndlr), nous a quitté mais nous maintenons une volonté d'unité d'action avec eux et une de ses composantes principales nous a contactés depuis pour se joindre à nous de nouveau. C'est l'Association nationale des travailleurs du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (ANTMAG). Mais nous ne voulons pas forcer les rythmes. Par ailleurs, sur notre "gauche", la majeure partie des secteurs syndicaux qui avaient suivi une ligne gauchiste dans le cadre de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) participe maintenant à l'UNTS. Celle-ci vient de se doter d'un comité national exécutif qui consolide notre unité" (1)

De fait, on peut dire qu'avec la création et le développement de l'UNTS s'est constitué un puissant bloc populaire qui associe les travailleurs des villes - industrie, institutions financières et services publics) et ceux des campagnes puisque COACES regroupe plus de 80 000 paysans coopérateurs auxquels il faut ajouter des petites entreprises coopératives



comme certaines compagnies de bus par exemple, et que l'Association nationale des travailleurs agricoles (ANTA) qui appartient à l'UNTS, regroupe elle-aussi un nombre significatif d'ouvriers agricoles, les étudiants, les indiens (au travers d'ANIS), le comité des femmes, le Comité de défense des droits de l'Homme et l'organisation des réfugiés intérieurs et extérieurs qui veulent se réinstaller dans les zones conflictuelles ou dans les zones sous contrôle du FMLN par l'intermédiaire du Comité chrétien pour les déplacés d'El Salvador (CRIPDES).

Ce bloc populaire s'est fixé une perspective politique clairement anti-capitaliste et anti-impérialiste (CF. *Inprecor* numéro 226 et 240).

Les organisations qui sont partie prenante de l'UNTS constituent la cible privilégiée de cette répression sélective que nous mentionnions plus haut, mais qui a été incapable jusqu'à présent d'endiguer son renforcement. L'existence même de l'UNTS est un obstacle à l'isolement des

1) Font partie de ce comité : Guillermo Rojas du Conseil de coordination des travailleurs de l'Etat et des municipalités (CCTEM) ; Julio César Portillo, du CTEM et de ANDES ; Marco Tullio Lima et Orlando Fuentes de COACES, Febe Velasquez et Daniel Garcia ; la Confédération salvadorienne du Travail (CST) dont fait partie la FENASTRAS ; Jorge Lopez de l'Association générale des employés du ministère de l'Intérieur (AGEMHA) ; Adrién Esquino Lisco, ANIS ; Humberto Centeno du Syndicat des travailleurs des télécommunications ; Miguel Aleman de la Fédération des coopératives de la réforme agraire de la région orientale (FECORAO).

D'autre part, la FSR dont parle Portillo était liée au Mouvement ouvrier révolutionnaire (MOR), scission des Forces populaires de libération (FPL) l'une des composantes du FMLN après la mort de Salvatore Cayetano Caprio (Marcial) en 1983.



luttres. Dans chaque grève menée dans une entreprise, des délégués organisés dans l'UNTS et provenant d'autres secteurs sont présents. C'est un pas en avant considérable par rapport à la situation de division qui prévalait dans le mouvement de masse dans les années 1979-1980.

Un travail de démolition de l'armée

Par ailleurs, ces derniers mois, l'UNTS est devenue plus offensive à l'égard des forces armées, poursuivant un travail systématique de démolition des troupes. Ainsi peut-on lire dans le bulletin qu'elle publie : *"Huit mille délégués des différents syndicats et associations de travailleurs en conflit avec le patronat et le gouvernement ont marché le 2 juillet sur le Palais présidentiel afin d'exiger la satisfaction de leurs revendications (...) En passant devant l'hôpital militaire, nous avons vu beaucoup de soldats mutilés par la guerre et nous nous sommes adressés à eux en ces termes : la guerre à laquelle vous avez été forcés de participer par le haut commandement des forces armées a pour objectif la défense de l'actuel système d'injustices. Cette guerre commanditée par l'Administration Reagan est dirigée contre nous les pauvres. Vous, camarades soldats, vous êtes en train de défendre les intérêts des riches, des exploités, des corrompus, des "gringos". Aussi, soldats honnêtes, votre place est à côté du peuple, soldats vous aussi, vous êtes exploités"* (Bulletin numéro 5)

Les nombreuses communautés chrétiennes de base jouent un rôle actif dans l'organisation populaire. Elles existent dans les quartiers pauvres des villes où elles rencontrent un écho massif, notamment parmi la jeunesse, comme dans les campagnes y compris dans les zones contrôlées par le FMLN. L'auto-organisation est un trait dominant de ces communautés. Les messages ouvertes qu'elles organisent sont autant de lieux de discussions sur la situation sociale et sur ce qu'implique l'engagement militant des chrétiens. Loin de fonctionner en cercle fermé, ces communautés se constituent à partir de la population elle-même. Elles ont réussi depuis deux ans à briser le cloi-

sonnement créé par l'armée entre les populations des zones sous contrôle du FMLN et le reste de la population. Par exemple, depuis 1985, les communautés chrétiennes sont parvenues à imposer l'envoi de camions de ravitaillement (vivres, vêtements, médicaments) dans les régions contrôlées par le FMLN. Ces camions passent avec un sauf-conduit délivré par l'archevêque de San Salvador, Rivera y Damas. Parfois, sous la pression de l'armée, la hiérarchie catholique se refuse à donner le sauf-conduit nécessaire et les communautés se mobilisent alors, allant jusqu'à occuper les bâtiments de l'archevêché pour faire changer d'attitude la hiérarchie. Précisons que les relations ne sont pas des meilleures entre ces communautés qui se revendiquent de Monseigneur Romero, assassiné en 1980, et les dignitaires de l'Eglise. La tension monte également à l'intérieur de cette institution si puissante au Salvador. Ainsi, le 6 juin 1987, Rivera y Damas a fait appel aux forces de l'ordre pour expulser de la cathédrale de San Salvador un groupe de mères et d'épouses de disparus qui avaient entamé une grève de la faim autour de la tombe de Monseigneur Romero qui est enterré dans l'église. Cette initiative a soulevé un tollé dans les communautés chrétiennes de base, d'autant qu'elles sont elles-mêmes visées par la répression.

Depuis 1980, les forces armées ont quintuplé en nombre. Aux 50 000 soldats dont la moitié a reçu une formation contre-insurrectionnelle, il faut ajouter 25 000 membres des groupes para-

militaires. L'état major reconnaît avoir 17 000 hommes hors de combat (entre morts et blessés) depuis décembre 1980. Actuellement, le FMLN inflige quelques 600 pertes par mois aux forces armées, ce qui explique en partie pourquoi les unités militaires sont partiellement incapables d'assimiler réellement la formation contre-insurrectionnelle.

La stratégie militaire du FMLN

Les dégâts majeurs sont causés par les embuscades, les mines, les francs-tireurs. Par ailleurs, le FMLN concentre ponctuellement ses forces pour des attaques de grande envergure contre des casernes importantes. En 1987, trois casernes stratégiques ont été attaquées et leurs occupants défaits : El Paraiso, San Francisco de Gotera et Santa Rosa de Lima. Dans les trois cas, la troupe n'a pratiquement pas résisté. A Santa Rosa, les militaires au nombre de 2 000 sont partis en débandade. Trois éléments entrent en ligne de compte dans la stratégie militaire du FMLN. Premièrement, il peut concentrer ses efforts sur l'attaque de l'armée dans la mesure où se sont multipliées les milices populaires. Celles-ci s'organisent parmi la population civile des zones contrôlées par le Front et se chargent des tâches d'auto-défense, de vigilance, de sabotage etc.

Deuxièmement, le FMLN dispose maintenant d'importants commandos de guérilla urbaine. Troisièmement, le FMLN fait un travail d'organisation en direction de l'armée et dans celle-ci.

Comme tout projet contre-insurrectionnel, une partie des objectifs des forces armées est politique, c'est pourquoi dans la situation présente, il se retourne contre elle. Ce projet échoue parce que les masses n'y croient pas : les exactions se poursuivent, la situation économique empire, le FMLN se renforce. L'armée, en se lançant dans une campagne explicitement politique à travers le plan "Unis pour reconstruire" (Cf *Inprecor* numéro 240) est devenue plus perméable aux contradictions sociales.

L'échec des militaires

Autre facteur de crise de l'armée, son échec militaire. Lors d'opérations de type ratissage d'une région, de plus en plus souvent, la troupe refuse de continuer dès qu'un soldat saute sur une mine. Et dans ce cas, les officiers n'insistent pas et mentent à leurs supérieurs en déclarant que l'opération a été menée à bien. Le commandement militaire a donc une vision faussée de la situation sur le terrain et de l'état des forces dont il dispose. C'est pourquoi l'état-major modifie pro-

Les militaires s'attaquent aux poules

Les faits qui sont décrits dans les extraits d'un communiqué des communautés chrétiennes de base que nous publions ci-dessous se déroulent dans une zone sous contrôle du FMLN. L'armée y fait des incursions ponctuelles et tente de terroriser la population. On peut se faire une idée de l'ingéniosité déployée par la population pour répondre aux attaques de l'armée.

"Le mardi 7 juin, le colonel Esteban a convoqué les habitants de Nahuaterique et les a mis en garde d'une manière inacceptable notamment contre l'élevage de poules que l'association de femmes chrétiennes a impulsé pour améliorer l'alimentation des enfants et des malades. Le colonel a accusé les femmes d'être en relation avec le comité des mères de disparus de San Salvador et d'en recevoir de l'argent pour développer leur projet communautaire ; de voyager à San Salvador pour servir de courrier et participer aux manifestations qui y ont lieu ; de se laisser influencer par des curés corrompus.

S'adressant aux hommes avec des propos humiliants, il leur a reproché d'adopter une attitude trop tolérante en permettant à leur femme de sortir du foyer et de se réunir entre elles. Le colonel a conclu que les mères seraient contrôlées en permanence. Si jamais elles continuaient à se réunir et à réaliser leurs projets, elles seraient expulsées vers d'autres régions où elles seraient sous contrôle permanent et direct.

Le jeudi 11 juin, un autre officier a ordonné l'arrêt de l'élevage de poules. Les membres de la junta municipale (des hommes, ndlr) refusèrent.

Plus tard le même officier se réunit avec les femmes et réitéra ses exigences. Les femmes refusèrent et demandèrent par ailleurs à recevoir de la tôle ondulée pour les habitations. L'officier répondit alors : "Oui, nous allons vous en donner, mais ce sera de la tôle avec des trous" (Il voulait dire arrosée de balles)."

Le communiqué poursuit la narration en expliquant que finalement, les soldats décapitèrent les poules. Il se termine par les commentaires suivants :

"Devant ces faits, nous affirmons ce qui suit :

- 1) l'origine et la conduite de nos associations dépendent uniquement des femmes qui les composent ;
- 2) l'archevêque, Monseigneur Rivera y Damas en personne, nous a conseillé à l'occasion de ses visites, de réaliser certains projets au bénéfice de la communauté, nous faisant comprendre que l'aide qu'il envoyait avait ses limites et que le mieux était de travailler en communauté pour cesser de dépendre de l'aide extérieure ;
- 3) nous regrettons qu'un bataillon spécialement entraîné aux Etats-Unis se consacre à décapiter les poules".

gressivement la forme d'intervention militaire, en intensifiant les bombardements aériens et par mortiers. Mais cette politique est peu payante dans la mesure où les forces du FMLN ne sont pas concentrées. Ce développement de la guerre aérienne vise à réduire les pertes militaires. Par contre, le nombre des victimes civiles s'accroît.

Un écho favorable

L'état-major aurait voulu porter les effectifs de l'armée à près de 100 000 hommes. Pour atteindre cet objectif, il a obtenu voici deux ans, l'instauration du service militaire obligatoire. Néanmoins, l'armée ne dispose annuellement que de 12 à 15 000 nouvelles recrues forcées. Le nombre de jeunes qui choisissent l'exil ou la clandestinité et le passage dans les zones sous contrôle du FMLN s'accroît. Par ailleurs, alors que l'afflux

des dollars américains entraîne de plus en plus de corruption et de parasitisme au sein des hautes sphères militaires, la condition des simples soldats ne cesse de se dégrader : nourriture en quantité insuffisante, vexations de la part des gradés etc., qui s'ajoutent à l'insécurité causée par le FMLN. La démoralisation de l'armée commence à se transformer en mécontentement vis-à-vis de l'état-major et du gouvernement créant un terrain favorable au travail que le Front mène en direction de l'armée. C'est ainsi que le FMLN défend une série de revendications qui trouvent un écho favorable chez les jeunes recrues : amélioration des conditions de vie dans les casernes, suppression des punitions arbitraires, proposition d'arrêt de l'utilisation des mines...

Après que le régime ait perdu une large partie de sa base sociale, c'est au tour du propre parti de Duarte, la démocratie-chrétienne d'entrer en crise. La ba-

taille pour savoir qui recevra l'investiture comme candidat à la présidence de la république pour les prochaines élections de 1989, a déjà commencé.

La crise de la démocratie-chrétienne

Les postulants sont au nombre de trois : Rey Prendes, actuel ministre de la Culture et des Communications, Fidel Chavez Mena, ministre de la Planification et Morales Erlich, maire de la capitale. Anticomuniste farouche, surnommé "ministre de la Terreur et du Mensonge" par l'UNTS, dauphin potentiel de Duarte, Prendes est actuellement impliqué dans une sombre affaire de détournements de fonds. Sur ce plan, Erlich n'a rien à lui envier. Seul Chavez apparaît comme un peu plus respectable, et il a le soutien de l'ambassade américaine, du patronat et de la démocratie-chrétienne guatémaltèque.

La lutte interne dans le PDC est féroce, falsifications et pots de vin vont bon train. C'est ainsi que Prendes a accusé Chavez d'avoir en juin 1987 introduit près de 40 000 "fausses affiliations" au PDC. Et le 6 septembre 1987, dans une réunion pré-électorale, un partisan de Prendes a tiré à bout portant dans le dos d'un partisan important de Chavez, la fusillade générale n'a pu être évitée de justesse que par l'intervention de l'armée !

Esquipulas : un échec pour Duarte

La signature des accords d'Esquipulas est pour Duarte un échec cuisant. Pendant de longs mois il a manœuvré pour empêcher la conclusion d'un tel accord. Ce n'est que contraint et forcé qu'il s'est résolu à le signer et, c'est à reculons qu'il s'achemine vers son exécution. Il sait que le FMLN a mené campagne en faveur du dialogue, rencontrant un large écho dans une population qui aspire à la paix, mais il est hors de question pour la guérilla de déposer les armes. Le FMLN ne craint en rien la suppression de l'aide extérieure puisqu'il tire sa force de son enracinement populaire, alors que Duarte a tout à perdre de l'arrêt de l'aide extérieure, c'est-à-dire américaine. Finalement, Duarte, après force tergiversations a dû se résoudre à renouer le dialogue avec le FMLN-FDR interrompu depuis 1984 et ce, dans la capitale même, San Salvador. Mais en fait, quoi qu'il fasse, Duarte est incapable de reprendre l'initiative. Et les autres partis de la bourgeoisie n'ont pas d'alternative crédible à offrir, bien qu'ils se démènent pour profiter de la crise du PDC et se gagner les faveurs des Etats-Unis. Le Parti de conciliation nationale (PCN) le deuxième parti bourgeois du

pays avec un quart des élus au Parlement, représente l'oligarchie agro-exportatrice traditionnelle. Il essaie de rénover son image de marque en se réclamant de la social-démocratie et en déclarant que la seule solution de rechange passe par une négociation véritable avec l'UNTS et le FMLN. Il est vrai, qu'à la différence du PDC qui entretient des liens étroits avec d'autres organisations syndicales, le PCN peut plus aisément envisager le dialogue avec l'UNTS.

L'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), le troisième parti bourgeois avec 1/5e des élus à l'Assemblée nationale, cherche aussi à modifier son image de marque en se joignant à la demande d'un véritable dialogue avec le FMLN, alors qu'il y a encore un an, seules les armes pouvaient parler pour lui et en s'intégrant à la mise en place d'une commission "pluraliste" chargée de faire la lumière sur l'assassinat de Monseigneur Romero, alors que chacun sait qu'ARENA est impliquée jusqu'au cou dans ce meurtre et qu'ils relancent les sinistres escadrons de la mort. Enfin, ce parti vient de connaître une scission téléguidée par l'ambassade américaine et qui a donné naissance au Parti libération.

Le FMLN à l'initiative

Le FMLN quant à lui, considère qu'il doit profiter au maximum d'une situation qui lui est favorable sur bien des plans. Au niveau international, l'Administration américaine est affaiblie par l'Irlande et par la signature d'Esquipulas ; au niveau national, le mouvement populaire connaît une activité sans précédent depuis 1979-1980, la guérilla a progressé, le projet politique de Duarte est en crise, la bourgeoisie salvadorienne est divisée, et l'armée entre également en crise. Les prochains mois seront décisifs. ■

16 octobre 1987

Les syndicats jaunes

NOUS PUBLIONS ci-dessous un article paru dans le Washington Monthly, DOCUMENT

IL SEMBLERAIT que l'administration Reagan ait finalement décidé d'agir avec intelligence. Confrontée à une opposition croissante au régime de Duarte, elle a compris qu'il valait mieux utiliser les "opérations couvertes" pour disputer le cœur des gens.

En 1986, avec la montée de l'influence de la gauche dans les syndicats, l'Administration Reagan, travaillant avec l'un des tentacules internationaux de l'AFL-CIO, a aidé à mettre sur pied un mouvement ouvrier parallèle à celui existant, et qui représenterait les travailleurs se défaisant de l'influence communiste. Il n'y a eu qu'un seul problème : les nouveaux syndicats n'ont même pas essayé de réveiller l'intérêt des masses. (...)

Dans tout le Salvador, l'histoire est la même : un nombre considérable de nouvelles organisations ouvrières se sont constituées pour se substituer ou concurrencer les organisations existantes. Le rôle des nouvelles n'est pas de répondre aux revendications des travailleurs mais de mettre à disposition du gouvernement un instrument de contrôle sur ces revendications. Et bien que le gouvernement comme les intéressés nient que l'AFL-CIO et le gouvernement américain aient aidé à créer ou mettre en place une politique antidémocratique et contre-productive, des documents secrets de la CIA et d'autres organismes le confirment.

Combattre le communisme

(...) La filiale latino-américaine de l'AFL-CIO, l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (AIFLD) s'est organisée après la révolution cubaine pour combattre le communisme, à travers la constitution de syndicats centristes pro-américains. Cette organisation recueille plus de 90% de son budget de l'Agence internationale pour le développement (IAD) et de l'Agence d'information américaine, soit environ 20 millions de dollars, c'est-à-dire, la moitié du budget de fonctionnement de l'AFL-CIO des Etats-Unis.)

Au Salvador l'Union populaire démocratique (UPD) est devenue le plus important syndicat du pays en 1982, en grande partie parce qu'il était la seule organisation ouvrière autorisée. Ce fut la base d'appui clé à l'élection présidentielle de

Duarte et son parti démocrate chrétien en 1984. (...) En janvier 1986, cet appui politique se désintégra. Duarte imposait un programme d'austérité qui frappait durement les paysans et les classes salariées. Duarte a dû supporter les inconvénients politiques que lui ont rapportés ses mesures d'austérité, mais un rapport secret de la CIA de septembre 1986 révélait que depuis sa venue au pouvoir, il avait résisté aux pressions exercées par l'Administration Reagan pour qu'il exécute ces mesures. L'administration américaine voulait que les Salvadoriens soient moins dépendants de l'aide extérieure - les Etats-Unis versent près de la moitié du budget du pays, 1 million de dollars par jour - et disait que les mesures d'austérité stabiliseraient l'économie et attireraient les investissements étrangers.

Quand l'ambassade américaine s'inquiète

Les mesures ont eu un effet différent. Des groupes syndicaux centristes qui rassemblent quelque 30 000 personnes mécontents de Duarte, se sont unis aux syndicalistes de tendance marxiste. (...)

Tant les Etats-Unis, l'AIFLD que le gouvernement de Duarte nient avoir aidé à établir un mouvement syndical parallèle, mais des documents secrets américains prouvent que les trois travaillèrent en étroite collaboration au moins depuis novembre 1985 pour écraser l'agitation ouvrière. Ce mois-là le gouvernement salvadorien fournit à l'AIFLD et à l'ambassade américaine la copie d'un rapport recommandant des actions énergiques en conseillant à l'AIFLD de l'aider à mettre en place "des méthodes légales" pour contre-carrer "la paralysie" créée par le mécontentement dans le secteur public.

Il semble que les trois reconnurent que l'emploi ouvert de la force pourrait envenimer les choses. "La violence politique donnerait une crédibilité à la propagande insurrectionnelle, affaiblissant gravement l'image de marque intérieure et extérieure de Duarte" affirmait un rapport de la CIA en septembre 1985.

L'ambassade américaine et l'AIFLD semblaient disposés à empêcher que la coalition ouvrière d'opposition puisse tirer avantage de l'impopularité des mesures d'austérité, tant et si bien qu'ils créèrent une coalition pro-Duarte, l'Union nationale des ouvriers et paysans (UNOC), ainsi que des organisations parallèles appuyées par le gouvernement, tant dans le secteur public que dans le privé. "Beaucoup du mérite de la création de l'UNOC revient à l'AIFLD" affirme un mémoire de l'ambassade américaine en mars 1986. "Le directeur de l'AIFLD pour le pays, Clemente Hernandez, a travaillé inlassablement pour réunir les fondateurs de l'UNOC. L'AIFLD eut à Miami une réunion avec des dirigeants ouvriers démocratiques salvadoriens plusieurs semaines auparavant pour discuter des voies de l'unification du syndicalisme démocratique et l'UNOC surgit de cette réunion". ■

Septembre 1987

Vers une nouvelle récession

LE REGIME CAPITALISTE a reçu un coup très dur à partir du 19 octobre. Il faut, tout d'abord, écarter l'idée qu'il y a une déconnexion entre ce qui c'est passé à la Bourse et ce qui se passe dans ce que certains commentateurs appellent l'économie réelle. La Bourse aurait été malsaine, de là sa chute, l'économie réelle est saine de là des perspectives encourageantes.

Ernest MANDEL

CECI EST TOTALEMENT illogique. Pour comprendre à quel point c'est illogique, il suffit de citer les deux chiffres clés sur les pertes subies par les Bourses, depuis le 19 octobre. Les seuls détenteurs américains d'actions, rien qu'aux Etats-Unis, ont perdu mille cent milliards de dollars en l'espace de deux semaines, plus que toute la dette du tiers-monde accumulée depuis vingt ans. Les détenteurs d'actions dans l'ensemble des pays impérialistes, ont perdu, toujours en deux semaines, mille six cents milliards de dollars équivalents de 80% de toute la dette publique des Etats-Unis. Il est complètement absurde de considérer que c'est un phénomène boursier sans aucune incidence sur l'économie. Tous les économistes sérieux ont, à juste titre, souligné que de telles pertes entraîneront à coup sûr des réductions de la consommation.

Et beaucoup plus important que la réduction des dépenses de consommation, c'est à coup sûr, par suite des pertes boursières, une réduction des investissements des entreprises. A ce sujet, il y a un deuxième mythe auquel il faut faire un sort, le mythe selon lequel les pertes occasionnées par la chute des actions en Bourse sont simplement des pertes sur le papier, pertes comptables, puisque personne n'est obligé de vendre des actions qui ont un cours trop bas. Mis à part le fait que beaucoup de ces actions ont été vendues, que des pertes ont été enregistrées, on oublie un peu facilement que les actions sont des actions de société fort réelles, industrielles, bancaires, de transport etc., et qu'elles constituent une fraction non négligeable des avoirs de ces sociétés. Par suite des pertes subies à la



Bourse, ces sociétés voient se renverser le rapport entre leurs avoirs et leurs dettes, ce qui veut dire que le recours au crédit, et donc leurs possibilités de financer à crédit des investissements est sévèrement entamé.

Des cours tout à fait irrationnels

Non seulement ce qui se passe à la Bourse a des conséquences sur l'économie réelle, mais a aussi des causes qui n'ont rien à voir avec un phénomène purement boursier. On a dit, et formellement c'est juste, que la cause immédiate de la chute des cours en Bourse a été la hausse des taux d'intérêt que les Etats-Unis ont connue au cours des semaines et des mois qui ont précédé le 19 octobre, le taux moyen, si on peut parler de moyenne, car il y a beaucoup de taux d'intérêt différents, est passé de 7,5% à un peu plus de 10%. C'est une pure règle de trois qui s'applique. Il est vrai, d'un point de vue fort général, théorique, que le cours des actions en Bourse c'est la capitalisation des dividendes, des revenus de ces actions par rapport au taux d'intérêt moyen, il y a là un mouvement automatique, si le taux d'intérêt monte, le cours des actions baisse. Et on peut ajouter, c'est encore vrai, que certaines Bourses avant tout celle de Tokyo, de Hong-Kong et New-York avaient atteint des niveaux tout à fait absurdes, irrationnels. A la Bourse de New-York, les cours avaient monté jusqu'au point où le dividende moyen, ne donnait plus que 2,5%. A Tokyo les cours avaient monté au point que le rapport

d'une action était de 1,5%. Ces deux pourcentages sont inférieurs à ce que rapporte un simple dépôt à terme dans une banque.

Continuer à acheter des actions dans ces conditions, n'avait plus aucun sens raisonnable du point de vue revenu. C'était une opération purement spéculative, dans l'espoir que les cours allaient continuer à monter, sans rapport aucun avec le revenu des actions. Donc on peut dire techniquement qu'un retournement était inévitable, que la chute était inévitable et le phénomène d'internationalisation ultra-rapide. C'est la première fois qu'on assiste à un krach boursier dans l'ensemble des pays capitalistes.

la suraccumulation de capital

En 1929 c'était Wall Street, les autres places ayant été touchées avec un certain délai, cette fois-ci le délai n'a même pas été de 24 heures. A la base il y a un facteur qui relie la Bourse à

l'économie réelle et qui relie l'analyse du krach à l'analyse de l'ensemble de l'époque capitaliste dans laquelle nous sommes. Depuis le début de ce que j'ai appelé l'onde longue dépressive, c'est-à-dire depuis l'année 1974 où commence la première récession généralisée dans l'économie capitaliste internationale d'après la Deuxième Guerre, nous sommes entrés dans une longue phase dépressive qui se caractérise notamment par un taux de croissance moyen, à long terme, qui est moins de la moitié de celui des 25 années précédentes et qui se traduit notamment par une montée ininterrompue, à travers les hauts et les bas de la conjoncture, du chômage qui atteint maintenant presque 40 millions de personnes dans les seuls pays impérialistes. Pendant cette période dépressive longue, l'accumulation du capital se poursuit, évidemment, il n'y a pas de crise permanente, ça n'existe pas. Il y a toujours des périodes de récession suivies par des périodes de reprise. Nous avons connu une récession en 1974-75, nous avons connu une récession en 1981-1982, nous avons connu une reprise après cette récession qui a duré de 1983 à 1986. Mais au cours de toutes ces reprises l'investissement productif, en nouvelles usines, qui produisent, pas seulement des marchandises, on peut y ajouter la télécommunication, les transports, l'électricité, le gaz, l'infrastructure, l'investissement productif au sens le plus large du terme n'a pas suivi le mouvement. Il y a eu de moins en moins d'investissements productifs.

Une étude qui vient de paraître en Allemagne et dont la revue très conservatrice *Business Week* des Etats-Unis vante

les mérites, indique que malgré la réduction des impôts, malgré une forte augmentation des profits et des bénéfices dans la période 1982-1987, les investissements productifs par les grandes firmes allemandes sont à un niveau qui est à peine la moitié, si ce n'est inférieur à la moitié de ce qu'ils étaient au début des années 1970.

Il y a donc une énorme suraccumulation des capitaux qui ne s'investissent pas productivement et la raison en est très simple. Il y a d'énormes capacités excédentaires, d'énormes surproductions réelles ou potentielles qui pèsent sur le marché. Il y a déjà trop d'automobiles, trop d'avions, trop d'électroménager, qu'on peut produire. Les capitalistes avaient espéré et beaucoup d'idéologues, y compris dans le mouvement ouvrier avaient fait écho à cet espoir, que de nouveaux produits et de nouveaux secteurs, comme l'informatique, l'ordinateur personnel, la robotique allaient prendre le relais de l'automobile, de l'électroménager, du bâtiment, parce que ce sont en réalité ces trois secteurs qui ont porté pour l'essentiel l'expansion d'après la Deuxième Guerre mondiale.

L'excédent de marchandises

Or il suffit de regarder les chiffres de production et de vente dans ces secteurs là, ordinateurs personnels et robotique, pour se rendre compte qu'il n'en est pas question. On arrive à peine à 10 ou 15% des ménages équipés en ordinateurs personnels et on arrive à 2 ou 3% des postes de travail supprimés par les robots. Donc ces secteurs, ces branches, ces produits là, ne prennent pas le relais et dans ces conditions il y a, à côté de la suraccumulation du capital, une suraccumulation de marchandises impossibles à écouler et une bonne partie des capitaux formés reste à l'état liquide ou semi-liquide et cherche des placements en dehors de la production.

Il n'y a pas vingt-cinq possibilités de placer, 100, 200, 300 milliards de dollars par an, il n'y a que l'immobilier et la Bourse. Et c'est dans ces secteurs que cette manne de nouveaux capitaux s'est effectivement déversée à une échelle énorme depuis de nombreuses années, ce qui explique la hausse démentielle des cours en Bourse et celle des prix des terrains et des logements, dans pratiquement toutes les grandes villes du monde. Ce sont des hausses qui n'ont plus rien avoir avec un quelconque rendement ou une quel-

conque raison économique, c'est simplement le résultat du fait que d'énormes capitaux se sont déversés sur ces marchés et que la loi de l'offre et de la demande jouant, les cours ont monté en flèche.

Une contradiction centrale pour l'économie capitaliste internationale

Maintenant, il faut ajouter une contradiction qui devient quasi centrale pour l'économie capitaliste internationale. Les Etats-Unis continuent à être le principal marché du monde. A eux seuls ils représentent presque 40% des importations, des achats, du monde capitaliste. Une bonne partie des avoirs liquides ou quasi liquides ont pris le chemin des Etats-Unis, simplement parce qu'ils ne pouvaient prendre aucun autre chemin. On voit difficilement les cheiks du pétrole ou les capitalistes japonais investir 300 milliards de dollars par an en Norvège ou en Tanzanie, où il n'y a pas de quoi acheter, sur une telle échelle. Donc ils se sont orientés normalement vers les Etats-Unis.

Mais en même temps la compétitivité de l'industrie américaine, ou plus nettement dit, l'hégémonie de l'impérialisme américain dans le monde capitaliste est irrévocablement et constamment sapée. Je donnerai un chiffre, pour montrer avec quelle rapidité ce déclin s'affirme. Entre 1981 et 1986, en cinq ans, la part des Etats-Unis dans les exportations mondiales a baissé de 20 à 13,8%. Jamais dans l'histoire du capitalisme on n'a connu de déclin aussi rapide de la part de la principale puissance. Si on regarde le déclin de la Grande-Bretagne, il s'est étendu sur plusieurs décennies.

Tous ces capitaux étrangers se sont précipités aux Etats-Unis, au moment même où débutait un mouvement de déficit permanent de la balance commerciale américaine. Les Américains importent de plus en plus et exportent de moins en moins, toutes proportions gardées. Le mouvement esquissé a continué de se développer au cours des dix dernières années et s'est accentué et aggravé à partir du début des années 1980. Si on prend conjointement ces deux mouvements, afflux de capitaux aux Etats-Unis et déficit croissant de la balance commerciale américaine, cela débouche fatalement sur deux résultats. Le déclin continu du taux de change du dollar par rapport aux autres devises est inévitable. Les Américains ont

besoin de plus en plus de yens, de marks, de francs suisses, etc., pour payer leur note d'importation, alors la demande de devises étrangères augmente plus fortement que la demande de dollars, donc le dollar baisse.

Mais en même temps les Américains ont besoin de ces capitaux étrangers pour couvrir ce déficit, car ils n'ont pratiquement plus de réserves de change pour payer la note et s'ils ne reçoivent pas de capitaux étrangers, ils sont acculés à la situation d'un vulgaire Pérou, d'un vulgaire Brésil, pour ne pas dire d'un vulgaire Pologne, c'est-à-dire qu'ils sont dans une situation de banqueroute et qu'ils ne pourront plus payer leurs importations. Ils doivent attirer des capitaux étrangers et pour y parvenir, avec une monnaie nationale en constante perte de valeur, ils doivent établir des taux d'intérêts substantiellement plus élevés que ceux qu'on obtient à Tokyo, Frankfurt, Zürich ou Amsterdam. Dans le taux d'intérêt des Etats-Unis est inclus ce qu'on peut appeler une prime d'assurance contre la dévalorisation du dollar, une prime de l'ordre de 3 à 4% qui s'ajoute au taux d'intérêt réel. On a là une mécanique quasi automatique et c'est le capital financier japonais qui exporte des capitaux aux Etats-Unis au rythme de 140 à 150 milliards de dollars par an, c'est-à-dire 12 milliards de dollars par mois qui a le plus profité de ces mouvements de réorientation et de restructuration du capitalisme international.

Le rôle du capital japonais

Au mois d'août de cette année, brusquement ce chiffre est tombé de 90%, passant de 12 milliards à environ 1 milliard seulement. Ce fut la panique à Wall Street, à Washington : les Japonais risquaient de ne plus couvrir le déficit de la balance commerciale américaine. Les Japonais commençaient à se retirer de la Bourse de New-York, la réponse, on l'a vu, a été la hausse des taux d'intérêt de 7 à 7,5% et en conséquence le cours des actions à Wall Street s'est effondré. Là on voit comment le mécanisme purement technique de la Bourse est lié non seulement à des aspects structurels du capitalisme tardif mais à la modification des rapports de forces inter-impérialistes, avec toutes leurs conséquences.

On a quelquefois présenté la chute du dollar comme une sorte de conspiration de l'impérialisme américain pour punir ses partenaires/concurrents et rétablir l'équilibre de sa balance commerciale. Du point de vue purement technique les résultats ne sont pas probants. Quand le cours du dollar baisse, c'est vrai que les exportations deviennent plus faciles, mais c'est vrai aussi que les importations deviennent plus chères, et alors que l'effet sur les importations, notamment les importations de pétrole aux Etats Unis sont immédiats, les effets sur les exportations viennent seulement à moyen terme, et quelquefois se laissent complètement attendre. On peut avoir un déficit commercial accru malgré la chute du cours du dollar, c'est ce



qui est arrivé en août et septembre et qui a effrayé les boursicoteurs, les spéculateurs. C'est une des explications psychologiques de la chute des actions du 19 octobre.

Cependant, il y a un aspect plus important, plus structurel que cet aspect formel. Lorsque le dollar baisse, admettons que les exportations soient encouragées, mais en même temps tous les avoirs réels aux Etats-Unis, usines, actions, terrains, usines, bâtiments deviennent meilleur marché pour les capitalistes étrangers. Un capitaliste japonais, allemand, suisse, ou hollandais va aujourd'hui dépenser 40% de moins qu'il y a deux ans pour acheter usines, actions, terrains, bâtiments aux Etats-Unis.

C'est-à-dire que derrière la prétendue conspiration, à laquelle je ne crois pas, de l'impérialisme américain pour laisser chuter le dollar, il y aurait de la part de l'impérialisme américain une formidable politique d'aliénation délibérée de son avoir, de son actif, de sa propriété au profit des capitalistes étrangers. Or, puisque le débouché vers les usines est encore fortement bloqué, pas par le marché qui n'y est pour rien, mais par l'interventionnisme du gouvernement américain, pas par la dérégulation, mais par la régulation, toute cette énorme masse de capitaux s'est déversée sur les instruments financiers, la Bourse et l'immobilier.

L'annonce d'une restructuration du grand capital monopoliste

Dans ce sens on peut dire, d'un point de vue structurel, qui est beaucoup plus important que l'analyse conjoncturelle du phénomène boursier que le krach boursier annonce une restructuration du grand capital monopoliste de quelques pays clés, en sens inverse de celle qui a eu lieu au début des années 1970. On a parlé, pour caractériser la politique de Thatcher et de Reagan de désindustrialisation. A l'époque de l'impérialisme, la désindustrialisation poussée jusqu'au bout signifie la perte de puissance militaire et économique. Donc ce mouvement devait se renverser, et l'énorme dévalorisation, l'énorme perte de valeur, de substance, du capital bancaire, spéculatif, financier, depuis le 19 octobre marque le début de cette restructuration.

Le pendule va de nouveau changer de sens, ce n'est pas un secret de dire que cela s'accompagnera de changements politiques. Il y a un personnel politique déterminé qui a mené cette désindustrialisation et cette prime à la spéculation et aux gains faciles, mais il y a un autre personnel politique qui va faire une politique en sens inverse. Après dix ans de mésaventures, d'offensive néo-libérale à tout rompre, les néo-libéraux sont aujourd'hui *knock out*.

Il y a rarement eu dans l'histoire un retournement de l'esprit du temps, de l'idéologie de la classe dominante aussi rapide que celui que nous avons connu dans les quinze derniers jours. En voici deux

exemples. A la "une" de l'*International Herald Tribune*, le lundi 26 octobre, il y avait un article repris du *New York Times*, qui commence par la phrase extraordinaire suivante, qu'aucun social-démocrate n'aurait osé écrire il y a un mois, "Le monde risque d'être précipité dans une grave dépression, tout dépend du fait de savoir si les forces incontrôlables du marché nous précipiteront dans le chaos ou si l'intervention raisonnée et raisonnée des gouvernements nous sortira de l'impasse" c'est le credo dirigiste classique en période de crise. Où est la foi dans le marché ?

Les avatars de la privatisation de BP

Un deuxième exemple : Madame Thatcher, avait annoncé, au congrès des Conservateurs, il y a trois semaines, que la grande révolution anglaise était arrivée, pour la première fois il y avait plus de petits actionnaires que de membres des syndicats, c'est-à-dire dix millions. Mais le gouvernement Thatcher, imprudemment, sans faire de prévision, sans s'occuper de ce qui allait se passer en Bourse, alors que c'était quand même une opération boursière, a lancé la privatisation de la plus grande compagnie nationalisée britannique, la British Petroleum (BP) et elle avait fixé un prix de souscription de 330 pences par action. Les gens allaient se précipiter, ce serait une prime par rapport au prix des actions en Bourse, pas très importante d'ailleurs, de l'ordre de 10%, environ et encore plus imprudemment toute une flopée d'agents de change, de banquiers, d'intermédiaires financiers, à l'échelle internationale, s'étaient précipités sur la commission.

Toute la sagesse bourgeoise comme on dit en Angleterre tient en trois mots "*pounds, schillings and pences*" alors ils s'étaient précipités sur cette manne assurée et avaient proposé au gouvernement, en échange d'un pourcentage, 2% de commission, de garantir les 330 pences par action. Et voilà qu'arrive le 19 octobre, et voilà que s'effondre l'action de BP à la Bourse de Londres, et donc à celle de New York, à quelque 260 pences, perte sèche pour les garants, 70 pences par action, au total perte de près de deux milliards de dollars, si l'opération est maintenue.

La forme la plus classique du néo-keynésianisme

Alors ces grands admirateurs des lois du marché, ces grands libéraux, ces grands adversaires du dirigisme et de l'interventionnisme étatique se sont précipités, mais vraiment précipités sur Thatcher en disant "on ne joue plus, on jouait à la hausse, mais pas à la baisse, il faut que vous cassiez le contrat, ça ne marche plus, nous voulons nos milliards, le gouvernement doit nous sauver, sinon c'est la faillite".

Lamentable spectacle que celui d'un gouvernement qui laisse couler des centaines de milliers de petits actionnaire-



Reviens, Jack, reviens, la Bourse remonte
(Financial Times)

sans intervenir pour un sou, mais qui intervient, évidemment, quand quelques grandes banques risquent de perdre deux milliards de dollars. Il y a eu intervention officielle du gouvernement canadien, du gouvernement des Etats-Unis, pour sauver quelques grosses maisons de courtage. Au Canada la plus grande risquait de perdre plus d'un milliard de francs français, et finalement il y a eu un compromis et une partie de ces pertes seront épongées par la Banque d'Angleterre. Mais dans cet appel à l'intervention publique il y a un contresens, il y a une absurdité fondamentale. Tous les gouvernements du monde impérialiste s'acharnent sur celui des Etats-Unis pour le mettre en demeure d'arrêter tout de suite le déficit budgétaire américain. Or ce sont les Etats-Unis, tout monétariste que soit leur credo et tout conservateur que soit Monsieur Reagan, qui avaient été les premiers à appliquer une politique néo-keynésienne d'expansion de la demande globale pour se sortir de la récession 1980-1982.

Car le déficit budgétaire, de 150 milliards de dollars annuel, c'est la forme la plus classique du néo-keynésianisme, c'est le déficit *spending*, l'accroissement de la demande, ou de la masse monétaire, ça revient au même. On peut évidemment discuter la manière dont sont réparties des largesses, là les néo-conservateurs se rattrapent; ce sont essentiellement des dépenses militaires, des cadeaux aux riches par la réforme fiscale, mais en même temps des réductions dans les dépenses d'infrastructure publique. Aujourd'hui la moitié des ponts aux Etats-Unis, ne sont plus sûrs et risquent de s'effondrer car on n'investit plus rien en matière de travaux publics depuis des années.

Sur le plan social ils ont été plus prudents en ce qui concerne l'assurance maladie, qui est sacrée aux Etats-Unis, comme elle est sacrée en Europe, mais en dehors de l'assurance maladie, *medicare* et *medicaid*, ils ont sabré dans les dépenses sociales comme l'ont fait les conservateurs dans le monde. Globalement, surtout vue l'expansion du budget militaire, il y a donc eu augmentation de la demande globale, de la masse monétaire, et de ce fait reprise économique dont ont profité tous

les pays capitalistes. Le marché intérieur américain gonflé a attiré non seulement les capitaux, mais surtout les marchandises et ce qu'on sait moins, pas seulement des marchandises japonaises, allemandes et dans une moindre mesure italiennes, françaises, britanniques, belges etc., mais aussi des marchandises de toute une série de pays du tiers-monde, semi-industrialisés, Brésil, partiellement Mexique, Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong qui ont tous, actuellement, une balance commerciale positive avec les Etats-Unis.

La dette du tiers-monde

Un des aspects les moins compris, et les plus irrationnels de la manière dont l'économie capitaliste fonctionne aujourd'hui, c'est la fameuse question de la dette du tiers-monde. En dehors du fait, évident, que le capital ne sera jamais remboursé, même le service de cette dette, très lourd, ne peut être payé que si ces pays ont un surplus commercial avec les pays impérialistes, c'est-à-dire avec les Etats-Unis. D'où tiraient-ils autrement les dollars pour payer l'intérêt sur la dette ? Cela veut dire que toute l'absurdité de cette politique se traduit par le fait qu'en insistant pour qu'on paye le service de la dette, les Etats-Unis, le Fonds monétaire international(FMI), la Banque mondiale insistent pour que le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis augmente. C'est le seul moyen pour les pays du tiers-monde de payer la dette.

Mais si on dit aujourd'hui aux Etats-Unis, assez, plus de déficit, tout ce beau mécanisme, qui a maintenu le nez de l'économie capitaliste internationale, disons cinq centimètres au-dessus de l'eau au cours des cinq dernières années, tout ce mécanisme s'arrête et le nez glisse dans l'eau. S'il n'y a plus de déficit budgétaire aux Etats-Unis, il y a rétrécissement du marché intérieur américain et rétrécissement des importations des Etats-Unis, finies l'expansion allemande, l'expansion japonaise, fini le paiement de l'intérêt sur la dette de la Corée du Sud, du Mexique, du Brésil, de l'Argentine, etc., et c'est la récession qui s'étend des Etats-Unis à l'ensemble des pays capitalistes.

Je pense que c'est ce qui va arriver fatalement en 1988. Et ce sera une récession dans les pires conditions, beaucoup plus mauvaise pour l'économie capitaliste internationale que celle de 1980-1982. Parce qu'alors que l'inflation était en recul au cours des 5, 6 ou 7 dernières années, elle va fatalement remonter du moins aux Etats-Unis, peut-être pas en Allemagne et au Japon, et des Etats-Unis, elle va s'étendre à tous les pays du tiers-monde où elle est déjà présente, mais où elle va

s'accroître, et elle va gagner les pays capitalistes les plus faibles, France, Italie, Grande-Bretagne. Pourquoi ? Le gouvernement des Etats-Unis a fait quelque chose qui est un non-sens économique, il a, à tout prix, voulu baisser les taux d'intérêt, pour arrêter la chute des cours en Bourse. Il y a réussi, de peu, mais pour ce faire il a gonflé la masse monétaire. Or si on gonfle la masse monétaire avec une monnaie déjà dévalorisée, on ranime aussitôt l'inflation et le taux d'intérêt remonte. Déjà les Japonais ont presque cessé d'acheter du papier américain et notamment les bons du Trésor depuis le mois d'août. Il y a la prochaine émission de bons du Trésor ce mois-ci aux Etats-Unis et si jamais les Japonais hésitent à acheter, les taux d'intérêts vont remonter, d'un point, de deux points ou plus, avec un taux d'inflation qui est déjà

tent aujourd'hui. Ensuite, ces deux pays, l'Allemagne et le Japon ont eux-même connu une évolution parallèle et leurs investissements productifs sont très, très limités. Les grandes firmes japonaises ont pratiqué le placement financier, la spéculation, le bénéfice rapide, aux dépens de la production. La dernière grande vague d'investissement a été dans la télévision en couleur, mais c'est fini. Il n'y a plus de nouvelle relance équivalente. Elles se sont donc lancées dans des opérations financières. Le pouvoir d'achat, les salaires réels étant de 40% plus bas qu'en Europe, le marché intérieur ne permet pas d'absorber une masse de marchandises importante.

Mais il y a une raison plus profonde, c'est la mondialisation. La mondialisation, l'internationalisation du capital, de la spéculation et de la Bourse, qui ont pour phénomène réel sous-jacent l'existence de grandes firmes internationales qui produisent à l'échelon mondial n'ont pas pour corollaire un Etat international du capital qui ferait à l'échelle internationale ce que Roosevelt pouvait faire aux Etats-Unis, Churchill en Angleterre, de Gaulle en France, etc. Il n'y pas une autorité politique reconnue et qui ait la force de s'imposer internationalement à l'ensemble du capital. Le capital continue à être politiquement, militairement, fractionné en Etats autonomes et indépendants les uns des autres et ce n'est pas l'effet du hasard. Cela reflète fondamentalement la propriété privée, la concurrence et l'utilisation de l'Etat par les fractions organisées nationalement du capital pour défendre leurs intérêts propres, particuliers. En période de crise, la concurrence, les contradictions, la compétition inter-impérialiste s'accroissent.

Le chemin de la récession

Est-ce que cette inévitable récession sera, à peu près, du même type que celle de 1974-1975 ou 1980-1982, ou est-ce qu'elle sera beaucoup plus grave ? Il est en-

core trop tôt pour répondre à cette question.

La chaîne de l'économie capitaliste s'est brisée dans son maillon le plus faible, la Bourse, on a vu pourquoi. Deux chaînons intermédiaires successifs sont maintenant menacés. Une série de sociétés d'agents de change et de banques d'affaires ont trempé dans la spéculation boursière à grande échelle. Elles ont des découverts de dizaines de millions de dollars que les gouvernements et les banques centrales vont couvrir ou pas. Il est vraisemblable qu'ils les couvriront, mais on ne sait pas jusqu'à quel point. Cela se décidera dans les semaines à venir.

L'autre maillon faible c'est une série



de 5% les résultats sont courus sur le renchérissement des importations.

La question qui est posée est celle de remplacer le déficit budgétaire des Etats-Unis par une expansion allemande et japonaise pour éviter une récession internationale. Cela ne paraît pas très réaliste pour deux raisons. D'abord, si on regarde le marché intérieur en Allemagne, peut-être le pays impérialiste le plus solide aujourd'hui, il n'a que 60 à 65 millions d'habitants, et cela ne peut remplacer un marché de 240 millions d'habitants comme les Etats-Unis. L'Allemagne ne peut pas importer du Brésil, des Etats-Unis, de Corée du Sud, de Taiwan, du Mexique, tout ce que les Etats-Unis impor-



d'Etats menacés de banqueroute. Surtout des pays du tiers-monde, mais pas seulement. Certains des pays impérialistes sont endettés jusqu'au cou et dès qu'il y aura récession ils peuvent se trouver en difficulté très grave. Déjà aujourd'hui, il est clair que la seule crainte de la récession a déclenché un mouvement de baisse des cours des matières premières qui frappe très durement quelques pays du tiers-monde, les plus exposés, et que le début de la récession frappera très durement les exportations de pays comme le Brésil, où la récession a vraisemblablement déjà commencé, la Corée du Sud, Taiwan ou Hong-Kong qui sont encore en pleine expansion et qui peuvent tomber dans la récession du jour au lendemain. Plusieurs de ces pays peuvent se retrouver en incapacité de paiement.

L'autre côté du précipice

Le troisième maillon, décisif, c'est qu'une série de faillites commençant dans le secteur financier pourrait s'étendre à quelques grandes multinationales industrielles et minières. Ce n'est pas une prévision, c'est du domaine du possible. Si la solidité financière de quelques-unes de ces firmes est du jour au lendemain entamée, pour peu que leurs ventes, leur chiffre d'affaires baisse, elles peuvent se retrouver de l'autre côté du précipice.

Donc ces trois maillons n'ont pas encore sauté, mais peuvent le faire. S'ils sautent, alors c'est une très grave crise, s'ils ne sautent pas, c'est la répétition de la crise de 1980-1982. La détérioration de l'économie capitaliste peut s'étendre sur plusieurs années, passer par des phases successives, de récession, stagnation,

nouvelle récession, c'est possible, ça n'est pas certain.

Quelles sont les conséquences sociales de tout cela ? J'ai indiqué trois maillons successifs, après celui de la Bourse, je n'ai pas ajouté celui qui nous intéresse le plus, qui intéresse les travailleurs, les masses populaires à l'échelle internationale, à savoir le maillon finances de la sécurité sociale. Elles sont malades dans tous les pays. C'est le résultat cumulatif de quinze années de dépression, de chômage massif. On a essayé de tirer sur la corde parce que les bourgeois, pour ne pas dire les réformistes, savent parfaitement que c'est le terrain le plus explosif, celui sur lequel les masses populaires risquent de riposter le plus durement, c'est l'acquis le plus important, surtout l'assurance maladie, et les retraites. Mais si les finances sont en délabrement total, si les ressources de l'Etat diminuent par suite de la récession, ce maillon risque d'être menacé. Il ne va pas nécessairement sauter, mais il y a là une implication immédiate entre la crise économique et la crise sociale.

Actuellement le chiffre officiel est de 31 à 32 millions de chômeurs dans les pays impérialistes, le chiffre réel cité par le Bureau international du travail (BIT) est de près de 40 millions de chômeurs. Tous les gouvernements se sont ingeniés à écarter des statistiques des personnes qui n'ont pas cessé de vivre ni de chercher du travail, on les a simplement éliminées des registres. La réalité est plus proche de 40 millions. Il faut se rendre compte que cela représente, avec les membres de leur famille, près de 100 millions de personnes, dans les seuls pays les plus riches du monde, sans compter le tiers-monde. Si ce chiffre augmente de 10 ou 15% lors de

la prochaine récession, nous ne sommes plus tellement éloignés d'une crise très grave, malgré la sécurité sociale, malgré les allocations chômage. Un autre chiffre effrayant, que peu de gens connaissent : dans l'ensemble des pays impérialistes, près de la moitié des chômeurs ne sont plus indemnisés, c'est-à-dire qu'ils vivent de la bienfaisance publique. On a parlé de nouvelle pauvreté c'est absurde car il n'y a rien de nouveau dans cette pauvreté qui a toujours existé, mais ce qu'on veut désigner par ce terme, c'est l'appauvrissement, l'aggravation de la pauvreté dans des pays comme le Portugal, l'Espagne, le sud de l'Italie, ainsi qu'en France et en Grande-Bretagne. Il y des différences entre pays, mais la tendance générale est inquiétante.

Je crois que nous avons raison d'insister sur le fait que comme en 1929 le premier effet de tout cela sur la classe ouvrière, sur le mouvement ouvrier, sur la capacité de riposte des travailleurs contre l'agression qu'ils subissent partout, n'est pas positif. Avec une masse de chômeurs, la peur du chômage, de l'appauvrissement, surtout en l'absence d'un mouvement ouvrier bien structuré, conscient, organisant la riposte avec confiance et ayant réussi à établir ou à rétablir l'unité des forces ouvrières, ce qui n'existe nulle part, la première réaction a été plutôt la fragmentation des ripostes, le sauve-qui-peut, ou l'individualisation de la recherche d'une solution.

pas de nouvelle expansion prévisible

Au fur et à mesure que la crise se précisera, que l'offensive idéologique et politique de la bourgeoisie sera battue en brèche comme elle l'est par l'aggravation, aujourd'hui, de la crise, les choses pourront changer. Je ne dis pas qu'elles vont changer rapidement, après 1929 il a fallu attendre cinq ans, pour que ça change. Ce n'est qu'en 1934 que la riposte ouvrière commence en Europe, en France, en Autriche, en février 1934.

Ceux qui avaient encore soit l'illusion, soit la crainte d'un redressement général de l'économie capitaliste, d'un atterrissage en douceur de la longue dépression vers une nouvelle expansion, à moyen terme, en sont aujourd'hui pour leurs frais. Il est clair, après cette grave crise boursière, que c'est hors de question.

Une relance expansive, profonde et large de cette économie dans les années à venir est totalement exclue. Il faudrait une modification radicale de la situation, une défaite très grave de la classe ouvrière, ou des changements radicaux dans les pays de l'Est, pour que la confiance puisse remonter, pour que le marché puisse s'étendre, pour que les investissements puissent reprendre au rythme des années 1950 et 1960, c'est hors de question, pour le moment. ■

(Extraits du rapport fait au meeting qui s'est tenu à Paris) le 3 novembre 1987).

L'opposition syndicale se renforce

Après une remontée de sa combativité, le mouvement ouvrier suédois avait connu, avec l'assassinat, d'Olof Palme, (1) un véritable choc, suivi d'une retombée de la combativité syndicale.

Dans l'interview ci-dessous (2) Göte Kilden, leader syndical chez Volvo, et dirigeant du Parti socialiste, section suédoise de la IVe Internationale, décrit cette évolution depuis la mort de Palme.

- Dans quelle mesure le choc causé par le meurtre d'Olof Palme affecte-t-il toujours le mouvement syndical ?

- Nous disons généralement que les travailleurs de Suède ont été, par ricochet, frappés par la balle qui a tué Olof Palme. Les patrons, le gouvernement social-démocrate et les bureaucraties syndicales ont, tous ensemble, exploité la situation, le choc et le deuil ressentis par les travailleurs. Avant le meurtre, il y avait eu une certaine réactivation de quelques mouvements sociaux, surtout parmi les courants d'opposition dans les syndicats. Cette montée a été brisée.

La période qui a suivie a, de plus, été marquée par plusieurs scandales peu ragoûtants, chose à laquelle les Suédois ne sont pas habitués. Le plus important d'entre eux était lié à la mort de Palme. Il est en rapport avec la façon dont le chef de la police de Stockholm a dirigé les investigations. Il a fait tout un battage autour des Kurdes et autres réfugiés en Suède. Il a dit qu'un de leurs partisans, le PKK était probablement responsable. Mais un an après il a dû démissionner. La police fut incapable de trouver aucune preuve de la responsabilité du PKK ou d'une autre organisation ou individu kurde.

Pendant ce temps, les policiers avaient négligé d'autres pistes, en particulier celles qui impliquaient des éléments de la police de Stockholm elle-même, comme certains groupes d'extrême-droite dans la police, des gens ayant des connexions avec la Ligue anti-communiste mondiale et autres forces de droite.

Dans la même période, le mouvement de la paix suédois découvrit de gros trafics illégaux d'armes conclus par la firme

Bofors avec divers pays.

Un autre scandale concernait un gros trafic d'armes avec l'Inde. Des fonctionnaires locaux avaient reçus des pots-de-vin. C'était devenu un gros problème pour Rajiv Gandhi, le Premier ministre indien, car certains de ses proches étaient impliqués.

Notre "médiateur" dut démissionner pour mauvais usage de fonds, parties fines, etc. Nous avons vu tout cela - le meurtre de Palme et les scandales - renforcer parmi les masses le sentiment de dégoût et de méfiance envers la politique et les politiciens, mais aussi le grand patronat.

Nous avons également connu quelques défaites des travailleurs dans cette période, dans des régions de faible population mais avec d'importantes industries, les régions de mines, de production d'acier, etc. Ce sont des régions qui connaissent de gros problèmes de chômage.

D'un autre côté, la situation est assez différente dans les grandes villes, comme Stockholm ou Göteborg, où il y a moins de chômage. Aujourd'hui dans une ville comme Göteborg les employeurs désespèrent de trouver de la main-d'oeuvre, à cause de l'expansion. Le syndicat a donc connu un accroissement du nombre de ses adhérents, dans le secteur privé, mais surtout dans le secteur public.

- Quelles luttes ont été menées ?

- La première vague de protestations est venue du secteur public, car le gouvernement et le patronat ont essayé de profiter de la situation pour créer une division entre travailleurs du secteur public et du secteur privé. Le premier prétexte qu'ils ont invoqué était que les travailleurs du privé devaient gagner plus car ils ont une moins grande sécurité d'emploi. Bien sûr, cette grande campagne était liée à la question des impôts et de la reprivatisation.

Les infirmières ont réagi de la bonne manière. Elles ont mené un long combat pour leurs salaires, mais aussi pour défendre la reconnaissance de leur qualification, posant la question de l'oppression des femmes et comparant le travail qu'elles effectuent à celui qu'exigent des



La Suède découvre les scandales
(paru dans *Internationalen* du 8 octobre 1987).

emplois traditionnellement réservés aux hommes.

Cependant, même si nous avons connu un accroissement des effectifs syndicaux, toute cette période est restée marquée par le déclin de l'activité ouvrière. Bien que les membres des syndicats ne soient pas satisfaits du tout, ils ne s'engagent pas dans des luttes car ils sont déçus par leurs directions tout en ne leur voyant pas de véritable alternative. Dans le champ politique, cette attitude

1) Président depuis 1969 du Parti social-démocrate suédois (près de 45% de l'électorat, membre de l'Internationale socialiste), et depuis lors Premier ministre, il avait été battu en 1976 après 44 ans de régime social-démocrate ininterrompu. En 1982 il revenait à la tête du gouvernement après la victoire électorale de son parti. Il fut abattu le 28 février 1986 et le meurtrier n'a toujours pas été découvert.

2) Paru dans *International Viewpoint*, numéro 126, du 28 septembre 1987.

s'est exprimée à travers les sondages d'opinion. Le pourcentage obtenu par les Verts, par exemple, est monté de 2% en 1985 à 10% aujourd'hui. Dans les syndicats cette recherche d'une alternative s'est exprimée d'une façon plus modeste dans des élections où nous avons présenté des candidats soit sur des listes de membres de notre parti soit sur des listes comprenant des membres du PS et des forces indépendantes proches de nos positions syndicales.

- Qu'est-ce que cela a significé pour votre travail dans les syndicats?

- Cette année, nous avons de grosses possibilités d'augmenter notre soutien, bien que nous ayons encore des problèmes pour amener les gens à agir. Ils sont prêts à voter pour une nouvelle direction, mais pas encore à passer à l'action militante.

A Volvo nous avons connu deux grandes victoires sur le plan électoral. Nous avons traditionnellement une place importante dans la direction syndicale de l'usine de camions Volvo de Göteborg. Dans l'usine d'automobiles l'opposition syndicale a construit une tradition dans les luttes quotidiennes pendant plus de dix ans, sans réussir à gagner une majorité dans l'un quelconque des organes syndicaux locaux. Mais maintenant des membres de notre parti et des travailleurs indépendants, proches de nos positions syndicales ont obtenu une victoire électorale, pour la première fois, et pris la majorité dans la direction du syndicat des équipes de jour à l'usine d'assemblage d'automobiles. Il s'agit d'une unité de 1 500 membres, très moderne, connue comme le coeur de cette usine.

Dans d'autres ateliers nous n'avons pas encore la majorité mais nous avons gagné une importante influence dans la direction syndicale. En même temps nous avons gardé notre bastion dans l'usine de camions où nous obtenons maintenant près de 65% des votes, nous avons tous les postes de direction syndicale et presque tous les délégués d'atelier.

A Umea, tout à fait au nord, deux camarades ont été élus à la direction syndicale pour la première fois dans cette usine de 700-800 ouvriers. Dans toutes ces élections les sociaux-démocrates avaient présenté des candidats contre nous. Dans d'autres endroits de réelles possibilités se sont également fait jour comme à Atlas Copco à Stockholm où nous avons eu environ 35% des votes.

Chez les agents hospitaliers de Göteborg des camarades ont été élus à la



Olof Palme

direction d'un syndicat de plusieurs milliers d'ouvriers. Nous avons longtemps été une minorité avec des positions importantes, mais aujourd'hui nous gagnons une base de plus en plus large. Et cela nous permet de prendre davantage d'initiatives. Cette année, tout spécialement, des camarades ont pu mener des activités anti-racistes, soutenir les organisations anti-racistes. Les *skinheads* et les fascistes ont organisé des provocations et se sont heurtés aux anti-racistes. Il était donc très important que les syndicats soient capables de prendre position pour soutenir les groupes anti-racistes.

- Quelles perspectives à l'ouverture des négociations ?

- Le gouvernement a déjà pris une position très agressive. Il a déclaré que "3% et rien de plus pour le secteur public" et que "s'ils veulent plus, il faudra accepter la rationalisation et une réduction des emplois !" A eux de choisir ! De l'autre côté, dans la métallurgie et dans le secteur privé les travailleurs sont enclins à la revanche. Il y a eu une redistribution considérable des richesses en Suède pendant les deux gouvernements de coalition bourgeoise et les 5 années du nouveau gouvernement social-démocrate. C'était la plus forte redistribution des revenus depuis la grève générale de 1909 qui avait commencé à inverser le rapport des forces en faveur des ouvriers.

Maintenant il y a eu un renversement de situation. Les compagnies d'exportation nagent dans l'argent et les profits. Ce gouvernement a initié son mandat par

une dévaluation de 15% de la monnaie.

- Le niveau de vie des ouvriers a-t-il beaucoup baissé ?

- Cela équivaut à environ 10% des salaires réels. Le niveau de vie était au plus haut au milieu des années 70. Pour les travailleurs de chez Volvo, c'était en 1976. Depuis lors nous avons perdu l'équivalent d'un mois de salaire. Dans les deux ou trois ans nous n'avons pas perdu beaucoup. Mais nous n'avons rien récupéré et maintenant les ouvriers veulent regagner un peu de ce qu'ils ont perdu à la fin des années 70.

Le problème crucial est celui de la direction et celui de la faiblesse de l'opposition syndicale à l'échelle nationale.

- Quelles sont les autres forces de gauche influençant la classe ouvrière ?

- Le parti communiste officiel (euro-communiste, ndlr), le VPK n'a qu'une faible influence dans les syndicats aujourd'hui. Je pense même pouvoir dire que notre influence y est plus grande que la sienne. Ils ont certainement plus de membres que nous mais ils n'agissent pas comme des socialistes ou des communistes dans les syndicats.

Il y a aussi le Parti communiste des travailleurs, l'AKP, pro-Moscou, il avait pris une bonne partie de la vieille base ouvrière du PC, mais aujourd'hui il s'éteint. Il peut encore produire un journal quotidien, avec, je pense, une grosse subvention de pays de l'Est. Aujourd'hui sa base la plus importante est peut-être chez les travailleurs immigrés, membres des PC dans leur pays d'origine comme le Chili, la Grèce, la Finlande, etc.

- Et les groupes maoïstes qui étaient si puissants dans les années 70 ?

- Le groupe le plus important était le "Front populaire" marxiste-léniniste (KFml). Il dirigeait le très puissant mouvement contre la guerre du Vietnam. Aujourd'hui c'est un petit groupe qui s'appelle le Parti de la solidarité ; il soutient les Moudjahidins d'Afghanistan et combat l'"impérialisme soviétique". Sur le plan de la défense des mobilisations et des revendications ouvrières, pour la défense du pouvoir d'achat nous pouvons collaborer avec eux.

Il existe un troisième groupe maoïste stalinien ultra-gauche "troisième période", le KFmlr, qui a encore un bastion à Göteborg, bien qu'affaibli. Il est deve-

nu de plus en plus pro-soviétique et tend même à critiquer Gorbatchev comme trop démocratique. Mais il ne travaille pas dans les syndicats et ne se présente pas aux élections. Je pense que s'il recrute aujourd'hui c'est parmi les intellectuels et les travailleurs du secteur public.

- Est-ce que vous recrutez des gens au PS directement à partir des usines ?

Oui. Nous avons eu un certain recrutement. Mais l'an dernier, les effectifs ont stagné, c'est à cause de nos difficultés à organiser les jeunes. On peut obtenir leur appui, mais pour l'instant ils ne sont guère enclins à entrer dans les organisations de gauche. Ils préfèrent soutenir Greenpeace ou d'autres activités de cet ordre.

- Qu'en est-il de la circulation de votre presse dans les entreprises ? Votre audience dépasse-t-elle vos effectifs de ce point de vue ?

- Oh oui ! Mais avec des hauts et des bas. Notre activité fluctue selon les périodes. L'important c'est qu'aujourd'hui notre hebdomadaire a un contenu, une ligne que les travailleurs qui s'intéressent à la politique peuvent suivre. Au congrès du VPK, un travailleur de Dalarna, représentant du courant gauche de ce parti a déclaré qu'il n'avait pas honte de dire que lui et certains de ses camarades lisent *Internationalen* de préférence à la presse de leur parti.

Mais je pense qu'on peut faire bien plus. Nous avons des problèmes à cause de la réduction de nos activités qui affaiblit, bien sûr, la diffusion de notre presse. Nos cadres vieillissent et nous avons du mal à recruter des jeunes, bien que nous ayons quelques jeunes travailleurs autour de nous à l'entreprise de camions, au syndicat. Mais nous avons des difficultés pour les éduquer et les convaincre de devenir membres du parti.

Les cadres de notre organisation sont de plus en plus occupés par leur famille et n'ont plus la même énergie à consacrer à la vente de la presse, etc.

Dans les premières années de notre travail chez Volvo nous passions presque toutes les nuits au travail syndical, à faire des tracts, aujourd'hui nous ne pouvons maintenir le rythme. Notre base est plus solide, notre travail plus consistant et bien mieux lié aux soucis des travailleurs, mais l'ancienne énergie a disparu. Il nous faut, pour ainsi dire, davantage de révolte, intégrer plus de jeunes. ■

SUEDE

Falun : une réunion combative

LE CHOC CONSECUTIF A LA MORT D'OLOF PALME s'estompé (voir pages précédentes), la classe ouvrière suédoise relève la tête. Des dirigeants et des militants implantés dans les syndicats et représentants 200 à 300 000 travailleurs se sont rassemblés à Falun le 12 septembre 1987 pour lancer une campagne afin de peser sur les négociations de la convention collective de 1988 qui doivent s'ouvrir à la fin de l'année. Falun est située dans la province de Dalarna, qui est un bastion historique de la révolte ouvrière en Suède et l'approche des négociations y fait renaître la combativité.

Gerry FOLEY

C"ELA FAIT BIEN LONGTEMPS que l'Internationale n'a pas résonné aussi fort dans le mouvement ouvrier suédois", écrit Hakon Blomqvist (1) "A partir de Falun, ville à la population dense et très populaire, le signal s'est propagé, avertissant tous les ouvriers et les petits salariés de Suède que le moment était venu d'arrêter de recevoir des coups".

Dans son discours d'ouverture, Ake Wiklund, dirigeant de la lutte de Dalarna explique "... Nous voulons combattre ensemble pour le gâteau que nous avons fait cuire mais que mangent ceux qui sont déjà riches."

Déjà avant les dernières négociations pour la convention nationale, en 1985, les directions syndicales d'ASEA à Ludvika et de Saab-Scania à Falun avaient publié un appel pour une redistribution économique en faveur des ouvriers, l'appel de Dalarna.

Echec aux calomnies

Wiklund décrit l'objet de la réunion de Falun dans les termes suivants (*Internationalen*, 16 juillet 1987) : "Notre idée est d'avoir des gens venant de la base des syndicats, de simples délégués d'atelier, et des représentants des clubs de délégués d'atelier. Et nous ne pensons pas seulement aux ouvriers de l'industrie. Nous pensons à tous les salariés qui subissent une dure période économique : le personnel hospitalier, les employés du secteur public les plus mal payés. Pour ma part, je pense que nous devrions attirer aussi les retraités qui n'ont que leur pension pour vivre."

La réunion de Falun n'a pas été favorablement accueillie par les diri-

geants syndicaux du haut de la hiérarchie. Ils ont lancé une campagne pour la dénoncer comme tentative de créer un syndicat parallèle. Mais pour Göte Kilden, interrogé à cette occasion par *Internationalen*, la campagne des directions syndicales a échoué. "Avant, les gens tentaient de présenter ce rassemblement national (de Falun) comme une sorte d'alternative à la Fédération syndicale nationale (LO). Mais nous avons souligné que cela n'était en aucune façon une alternative à la LO. Nous avons même demandé de l'argent pour les voyages aux échelons syndicaux locaux, car nous considérons ce rassemblement comme entièrement situé dans le cadre de l'activité du syndicat des métallurgistes".

Solutions syndicales radicales

L'appel de Dalarna a obtenu un large soutien, même chez des travailleurs membres du Parti social-démocrate, explique Kilden. "A Volvo, le Groupe 6 (département des pièces détachées) gros de 7 à 8000 membres nous a rejoint. Sa direction se compose de membres du Parti social-démocrate, mais ils soutiennent l'appel et envoient un représentant à Falun. La majorité du club syndical de Saab-Scania est sociale-démocrate et elle a décidé, à l'unanimité, d'y participer..."

"De nombreux sociaux-démocrates sont intéressés par les solutions syndicales radicales. Ils admettent qu'ils ont été alertés par les informations sur le déficit budgétaire." La réunion de Falun était destinée à discuter des propositions pour la négociation de la prochaine convention. Kilden décrit en ces termes le programme proposé par la délégation du

1) Numéro du 17 septembre 1987 de *Internationalen*, journal de la section suédoise de la IV^e Internationale.

Groupe 19 de chez Volvo : "L'Etat doit rester en dehors des négociations, pas de politique des revenus! Métallos et employés municipaux au coude à coude, assez de divisions! Proposition d'un relèvement des salaires réels pour renforcer la solidarité entre travailleurs, augmentation de cents couronnes par mois pour tous! Ouverture de négociations et référendum sur la convention !"

L'ordre du jour de cette réunion de Falun comprenait trois points principaux de débat : les négociations, la politique de redistribution économique et la démocratie dans les syndicats. La salle est restée pleine pendant toute la réunion. De nombreux groupes d'ouvriers avaient envoyé des messages, dont l'un provenait de 72 agents hospitaliers de Göteborg appelant à la fin d'une politique qui est "l'inverse de celle de Robin des bois". Un tonnerre d'applaudissements a salué la lettre du docteur Lars Persson qui a lancé la Campagne populaire contre la réduction du budget social.

Des augmentations égales pour tous

Un débat a eu lieu sur les augmentations égales pour tous ou une échelle différenciée selon le niveau du salaire, cette dernière proposition étant jugée trop compliquée par les travailleurs de Volvo qui proposent "Cents couronnes pour tous".

Christer Hagman de l'usine Fix de Göteborg souligna : "Nous devons reconnaître que nous ne représentons les gens que dans la mesure où ils sont actifs. La représentation passive fait reculer le mouvement syndical".

Internationalen note que Kilden obtint probablement les applaudissements les plus nourris de la journée en attaquant la proposition du dirigeant de LO, Stig Malm, de taxer de façon punitive les augmentations de salaires excédant les accords : "C'est purement et simplement suicidaire pour le syndicat" explique Kilden.

De nombreux regroupements de travailleurs du public, agents hospitaliers, enseignants de maternelles et postiers soutinrent la réunion et appelèrent les travailleurs des secteurs public et privé à s'unifier et à s'opposer aux privatisations. Les revendications finalement adoptées comprennent celle des cents couronnes pour tous, le rattrapage du coût de la vie, une convention d'une durée d'un an et la revendication des femmes de l'hôpital général de Falun pour une journée de travail de sept heures pour les équipes de jour et six heures pour les équipes de nuit. ■



ETATS-UNIS

Manifestation contre la discrimination

Plus de 250 000 personnes ont manifesté le dimanche 11 octobre pour l'égalité des droits pour les homosexuel(le)s et contre la persécution et la discrimination dont ils sont victimes aux Etats-Unis.

Cette démarche était le couronnement de cinq jours d'action appelés par une large coalition nationale, autour du slogan "Pour l'amour et la vie, nous ne voulons pas revenir en arrière !". Le succès de cette série d'actions marque le départ d'une nouvelle étape dans la mobilisation et la bataille des homosexuel(le)s.

Tôt le même matin, les manifestants avaient déroulé une gigantesque couverture de patchwork faite de 2 000 carrés, chacun portant brodé le nom d'une victime du SIDA.

Le 30 juin dernier, les juges de la Cour suprême avaient voté la constitutionnalité des lois contre la "sodomie", une décision qui devait faire éclater la colère et renforcer les mobilisations d'octobre. Le jeudi suivant une manifestation, près de deux mille personnes faisaient irruption dans l'enceinte de la Cour suprême. Près de 600 personnes (manifesters dans cet endroit est interdit) ont été arrêtées par les policiers, munis pour l'occasion de gants de cuir, par peur de la contagion du SIDA !

Une initiative importante a été prise durant cette semaine d'action avec la création d'un congrès des homosexuel(le)s, plus de 350 personnes participant à la réunion initiale, instance qui devrait permettre une meilleure coordination politique des activités dans l'ensemble du pays. Le Congrès devrait tenir sa première session l'an prochain.

Malgré le succès de ces actions, le Sénat devait voter le 14 octobre, une réduction des subventions fédérales pour les programmes éducatifs de prévention du SIDA, programmes qui "sont une publicité et un encouragement" pour la sexualité homosexuelle. Leur décision

s'appuyait sur la publication d'une bande dessinée montrant des rapports sexuels sans risques entre deux hommes. La décision du Sénat montre l'ampleur des tâches pour le mouvement ■

SENEGAL

L'opposition dénonce le code électoral

Cinq partis d'opposition sénégalais ont dénoncé une nouvelle fois le code électoral, à cinq mois des élections présidentielles et législatives, affirmant notamment qu'il permet toutes les manipulations avant, pendant et après le scrutin.

Au cours d'une réunion publique, le 26 septembre à Dakar, un porte-parole de l'Alliance démocratique sénégalaise (ADS), une structure informelle qui regroupe cinq des quinze partis d'opposition, a dénoncé la politique du président Abdou Diouf qui "donne l'image d'un pays de démocratie à l'extérieur tout en étouffant les possibilités d'expression démocratique à l'intérieur".

L'ADS regroupe le Parti démocratique sénégalais (PDS), la Ligue démocratique (LD-MTP), l'Union pour la démocratie populaire (UDP), l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section sénégalaise de la IVe Internationale et le Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle (MRDN).

Le porte-parole de l'opposition s'en est pris au "laxisme" du code électoral, affirmant notamment que des cartes électorales non retirées étaient distribuées à des sympathisants du Parti socialiste qui est au pouvoir. Il a dénoncé le fait que les électeurs pouvaient se présenter sans pièce d'identité, l'absence de représentants de l'opposition dans les bureaux de vote, l'utilisation seulement facultative de l'isoloir et l'absence de proclamation des résultats bureau par bureau.

Enfin, l'opposition a demandé l'abaissement de l'âge électoral de 21 à 18 ans et la possibilité pour les Sénégalais de l'étranger de voter. ■

MARTINIQUE

Une grève utile, mais...

"Nous étions environ un millier de manifestants dans les rues de Fort-de-France, lors de la grève du 15 octobre". Juste de quoi montrer, mais de façon atténuée, la réalité du mécontentement et de l'inquiétude du monde salarial.

Pas assez pour créer une dynamique de mobilisation, décupler la combativité des travailleurs et la mettre à la hauteur des exigences du moment.

Car l'attaque du patronat et du gouvernement français est très rude : mise en cause très sérieuse de l'emploi dans le service public, perspectives sombres dans le privé, politique effrénée de privatisations (PTT, enseignement, etc.), diminution tangible du pouvoir d'achat des plus humbles, atteinte aux droits syndicaux pour intimider tout le monde et imposer le silence dans les rangs.(...)

Les raisons qui ont limité la force du mouvement méritent réflexion, mais sont simples en définitive.

D'abord l'émiettement actuel du mouvement syndical fait qu'aucune centrale ne peut à elle seule (comme dans les années 60) organiser une action de grande envergure. Or pour la grève du 15 octobre, la CGT de la Martinique (CGTM) qui a pris l'initiative de son élargissement au secteur privé, ne s'est pas souciée d'y associer d'autres forces syndicales, lesquelles de leur côté sont restées passives, ou réticentes.

Ensuite on n'a pas assisté à la multiplication des assemblées générales syndicales nécessaires à une préparation en profondeur du mouvement.

Celles et ceux qui malgré tout se sont retrouvés dans la rue (c'est-à-dire malheureusement, seulement une partie des grévistes), ont formé un cortège dynamique, fortement remarqué dans Fort-de-France, malgré une pluie battante... et un soleil ardent !

De multiples tracts syndicaux ont été diffusés. Les militants du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IV^e Internationale, présents avec leurs camarades de travail dans les cortèges syndicaux ont massivement distribué leur presse.

Les principaux mots d'ordre criés par les manifestants étaient : Non au démantèlement de la Sécurité sociale ! Non aux liquidations d'emplois ! Défense du

pouvoir d'achat ! Respect des libertés syndicales ! ■

ETATS-UNIS

Droits constitutionnels

La Cour suprême des Etats-Unis vient de rendre un verdict qui constitue un renforcement certain des droits constitutionnels dans ce pays, en décidant, le 19 octobre, que le gouvernement US ne devait pas interdire l'entrée de visiteurs étrangers sous le simple prétexte qu'ils sont affiliés à une organisation communiste. Parmi les nombreuses figures politiques, journalistes et écrivains, victimes de la politique de visas sélective du gouvernement, on trouve le lauréat du prix Nobel, Gabriel Garcia Marquez et Margaret Randall, auteur de plusieurs livres sur les femmes à Cuba et au Nicaragua.

La présente décision concerne quatre personnes à qui le visa avait été refusé en 1983 : Tomas Borge, ministre nicaraguayen de l'Intérieur; le général italien en retraite Nino Pasti, qui appartient à un groupe qui milite pour la paix, tenu pour suspect par le département d'Etat; et Olga Finlay et Leonor Rodriguez Lezcano, deux légistes de Cuba spécialistes des femmes et de la famille. La Cour suprême a tranché en maintenant une décision prise antérieurement par la Cour d'appel fédérale, en faveur de ces personnes.

Il y a là un enjeu bien plus conséquent encore que le simple droit accordé à quelques individus d'entrer aux USA, aussi important que cela soit.

L'enjeu c'est une partie vitale, bien que non écrite, des droits constitutionnels de liberté de parole et d'association : *"le droit d'entendre"*. Tous les travailleurs et militants qui luttent, dans ce pays, contre les attaques dont ils sont l'objet, ont le droit d'entendre des points de vue différents, de discuter avec des gens, sans sélection préalable par le gouvernement, et de décider librement de leurs opinions. ■

NAMIBIE

Grève des mineurs

Au moment où l'attention des médias se concentrait sur la grève des mineurs en Afrique du Sud, elle a oublié celle qui s'est, étendue à toute la Namibie. C'est la plus grande grève, depuis 1971, dans ce

pays situé au Nord-Ouest de l'Afrique du Sud et toujours sous tutelle de cette dernière, malgré les nombreuses résolutions de l'ONU.

Le 27 juillet, 6000 membres du Syndicat des mineurs de Namibie (MUN) se mirent en grève dans trois mines de cuivre appartenant à la Tsumeb Corporation Ltd. Ces travailleurs exigent une hausse du salaire de base, actuellement de 50 cents de l'heure, la fin du système de travail migrant, dans lequel les travailleurs sont obligés de vivre dans des foyers de travailleurs appartenant à l'entre-prise et séparés de leur famille; et des améliorations des conditions de sécurité. Ils veulent aussi que l'entreprise fasse pression sur le gouvernement sud-africain pour qu'il applique le plan de paix adopté par les Nations-Unies sur la Namibie.

Pour aider à désamorcer la crise, les ouvriers proposèrent de reprendre le travail à condition que Tsumeb accepte de négocier de bonne foi. Au lieu d'accepter, la direction licencia les travailleurs et les expulsa des foyers où ils logeaient. Des troupes sud-africaines furent envoyées dans les mines pour imposer les licenciements.

Le 18 août, les autorités sud-africaines firent irruption par la force dans les bureaux du syndicat et ceux de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) qui lutte pour la libération de la Namibie. Six dirigeants furent arrêtés et détenus dans le cadre de la Loi anti-terroriste, sans qu'aucune charge ne puisse être retenue contre eux. Ils furent relâchés le 10 septembre, après que des organisations ouvrières, religieuses et municipales des Etats-Unis aient lancé une campagne de dénonciation.

Le Syndicat unifié des mineurs d'Amérique (UMWA) s'est récemment joint à d'autres organisations pour exiger que la société minière Newmont, dont le siège social est situé à New-York et qui possède 32,6% de la Tsumeb pousse à la négociation entre le syndicat des mineurs namibiens et la Tsumeb. Cependant, un porte-parole de Newmont a déclaré que cette compagnie est en train de se défaire de ses parts dans la Tsumeb et donc *"s'est retirée de toute responsabilité dans sa direction"*.

Une campagne de soutien au syndicat des mineurs namibiens a été lancée dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis pour protester contre le licenciement des mineurs et le refus de véritables négociations de la part de la direction de la Tsumeb. Des lettres demandant la fin de l'intervention de l'Afrique du Sud dans ce conflit peuvent être envoyées au Président Botha, Union Hall, Pretoria, Afrique du Sud. Les messages de solidarité sont à envoyer au NUM, Box, 1566, Windhoek, 9000 Namibie. ■

Pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou

Les personnalités suivantes ont également signé l'appel en faveur d'une réhabilitation pénale pleine et entière des accusés des procès de Moscou (1936-38) que nous avons publié dans le numéro 252 d'*Inprecor* (2 novembre 1987).

Claude Dejardin, député socialiste, vice-président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe (Belgique); Otelo Saraiva de Carvalho (Portugal); Raul Sendic, dirigeant du MLN (ex-Tupamaros) (Uruguay); Jorge Sampaio, président du groupe parlementaire socialiste (Portugal); Pezarat Correia, ex-Conseiller de la révolution (Portugal); Mario Onaindia, député dirigeant de Euskadiko Ezkerra (Etat espagnol); Fernando Loureiro, secrétaire national de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) (Portugal); Rossana Rossanda, directrice du quotidien *Il Manifesto* (Italie); Prof. Samir Amin (Sénégal); Prof. A. Sanchez Vasquez (Mexique); Stelio Babas, membre du Comité central de la Gauche hellénique (Grèce); Claude Bourdet (France); Dario Fo, auteur et metteur en scène (Italie); Franca Rame, actrice (Italie); Butty Weerakoon, secrétaire général de la Fédération du travail de Ceylan (Sri-Lanka)

En outre, les députés et sénateurs

Manuel Alegre (Portugal); Antonio Angelo Maschera (Brésil); Sottomayor Cardia (Portugal); Lopes Cardoso (Portugal); Arons de Carvalho (Portugal); Michael Cassidy, député (Canada); Helena Cidade Moura, ex-députée (Portugal); Zaher El-Khatib (Liban); José Luis Nunes (Portugal); J. Oliveira (Brésil); A. Pretto (Brésil); Eduardo Pereira (Portugal); Jef Sleenckx (Belgique); Nahjah Wakin (Liban);

Autres signataires

Youssef Abdelké (Syrie); Prof. Léo Apostel (Belgique); Guillermo Almeyra (Argentine); Fulvio Aurora (Italie); Prof. Michel Béaud (France); Patrick Camiller (Grande-Bretagne); Prof. Bogdan Denitch (Etats-Unis); Prof. René Gallissot (France); Hosea Jaffe (Afrique du Sud); Nuno Grande (Portugal); Flavio Koutzii (Brésil); Maria José Lopes (Portugal); Francisco Louça (Portugal); Prof. A. Mitropoulos (Grèce); Prof. V. Maghadam (Etats-Unis); Aldo Natoli (Italie); R. Prager (France); Edgardo Pellegrini (Italie); Andrea Rivas (directeur de Radio Popolare); Prof. Yves Sertel (France); Prof. Luis Vitale (Chili); Harry Wickx (Grande-Bretagne);

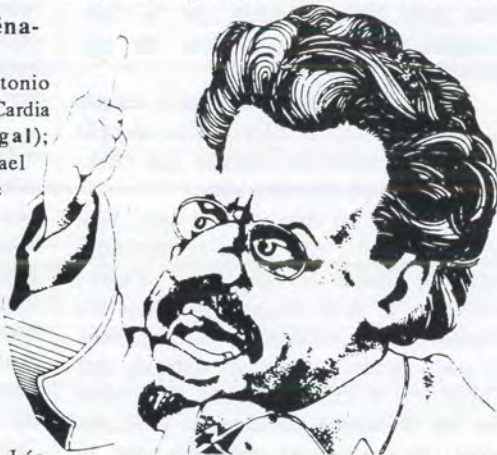
Déclaration du Parti communiste de Grande-Bretagne

Le Comité exécutif du Parti communiste de Grande-Bretagne, a adopté, lors de sa réunion des 8/9 novembre 1986, la déclaration suivante :

"En 1936, un grand nombre de dirigeants communistes soviétiques, comprenant de vieux bolchéviks comme Zinoviev et Kamenev furent traduits en justice à Moscou, condamnés et exécutés. D'autres procès et d'autres exécutions suivirent, comme ceux de Boukharine en 1938.

En 1978, pour le quarantième anniversaire du procès de Boukharine, le Comité exécutif du Parti communiste de Grande-Bretagne a soutenu un appel en faveur de sa réhabilitation.

Nous considérons qu'à la lumière des révélations sur la répression existant sous Staline ces procès n'étaient pas justifiés, et que pour rendre justice à la mémoire de ceux qui ont été accusés à tort, et dans l'intérêt du socialisme, les registres de l'Histoire doivent être remis en bon ordre. En ce cinquantième anniversaire du procès de 1936 nous demandons instamment la réhabilitation de ceux qui ont été injustement jugés et condamnés."



"L'exigence de révision"

Sous le titre *"L'exigence de révision des procès s'affirme de plus en plus. A juste titre."*, le dirigeant du Parti communiste belge (PCB), Jan Debrouwere, a publié dans le journal flamand du PCB, *De Rode Vaan*, du 15 octobre 1987, un article à ce sujet.

Il commence par faire un sort à tous les prétextes utilisés pendant tant d'années dans les PC afin de noyer le poisson : *"dans les rangs communistes"*, écrit-il, *"on s'est perdu plus souvent qu'à son tour dans des généralisations et des abstractions"*. (...) *"Car il vaut mieux ne pas remuer les vieilles histoires."*

Il continue en dénonçant la dictature de Staline qui *"exigeait les condamnations à mort et les exécutions"* avec pour conséquence que *"le gros de la direction, l'équipe de la révolution d'Octobre, n'a pas survécu aux procès (...) Les victimes étaient d'abord et avant tout des communistes"*. L'auteur réfute les accusations de sabotage, de terrorisme, de trahison, etc. *"La plupart du temps"*, écrit-il, *"si ce n'est toujours, il ne s'agissait que de divergences politiques."* Même si ces divergences semblaient sérieuses, fondamentales : *"Mais les divergences, la lutte d'opinion, débouchant même sur la privation temporaire ou définitive de fonctions de responsabilité, ne posent pas la question de l'honneur personnel. Elles ne doivent pas poser la question de l'honneur personnel. Elles ne doivent pas non plus se régler dans une atmosphère de criminalité, ou être portées devant les tribunaux, dans les cellules d'interrogatoire, ou devant le peloton d'exécution."*

"La préférence politique n'a pas à aller à Boukharine ou à Trotsky, il ne s'agit pas de leur donner raison ou tort." conclut-il. Jan Debrouwere fait ainsi, en tant que membre du Bureau politique du PCB, un pas en avant, mais ce geste prendrait tout son sens si le PCB, en tant que parti, prenait la même position, ainsi que l'a fait le Parti communiste britannique. (D'après *La Gauche*, journal du POS, section belge de la IVe Internationale).

Le cas de Trotsky

Contrairement à ce qu'ont affirmé divers commentateurs, Trotsky a été nommé mentionné dans le verdict du premier procès de Moscou. Ce verdict se termine ainsi : *"Trotsky, Lev Davidovitch, et son fils Sedov, qui séjournent actuellement à l'étranger, ont été reconnus coupables (überführt en Allemand), sur la base des déclarations des inculpés N. Smirnov, E.S. Golzman, Dreitser, V. Olberg, Fritz David, I.I. Krugljanski et Berman-Jurin, ainsi que par le matériel de ce procès, d'avoir directement préparé, ainsi que dirigé personnellement l'organisation d'actions terroristes en URSS, contre les dirigeants du PCUS(b) et de l'Etat soviétique. Au cas où ils seraient trouvés sur le territoire de l'URSS, leur arrestation immédiate ainsi que leur transfert au Tribunal du Collège militaire du Tribunal suprême de l'URSS sont ordonnés."* (*Prozessbericht*, Moscou 1936, p.185 de la version allemande du procès verbal sténographique. (Traduction *Inprecor*)